



# The Tracker

CULTURE  
& POLITIQUES PUBLIQUES

ÉDITION SPÉCIALE

AVRIL 2021



Organisation  
des Nations Unies  
pour l'éducation,  
la science et la culture

Ce bulletin mensuel est produit par l'UNESCO pour assurer le suivi de la culture dans les politiques publiques dans le contexte du Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations Unies. Il met en lumière les avancées dans les contextes régionaux et nationaux ainsi que les débats émergents portant sur la contribution de la culture au développement durable. À partir d'une diversité de sources, le bulletin fournit un aperçu global des tendances en matière de politiques culturelles aux niveaux national, régional et international et des voies par lesquelles les pays inscrivent la culture dans les autres champs des politiques publiques.

## SOMMAIRE

FOCUS SUR LES POLITIQUES CULTURELLES • À L'HORIZON • PERSPECTIVES RÉGIONALES  
LA CULTURE DANS LA RÉPONSE DES NATIONS UNIES À LA COVID-19 • EN SAVOIR PLUS

## UN AN APRÈS : LA CULTURE FACE À LA PANDÉMIE DE COVID-19



Communauté autochtone Pataxó  
Bahia (Brésil)  
Brastock/Shutterstock\*

## **MESSAGE D'ERNESTO OTTONE R.** **SOUS-DIRECTEUR GÉNÉRAL POUR LA CULTURE DE L'UNESCO**

**I**l y a un an, la pandémie de COVID-19 bouleversait le monde. En l'espace d'une année, s'est déployée une crise aux proportions dévastatrices. Percutant de plein fouet le patrimoine et les industries créatives, elle a aiguisé les vulnérabilités et les inégalités existantes dans l'ensemble du secteur.



Depuis lors, les musées, les salles de spectacle et les sites du patrimoine mondial demeurent profondément ébranlés par les restrictions de voyage, les confinements successifs et les mesures de distanciation physique, qui ont frappé des communautés entières à travers le monde. Les artistes et les professionnels de la culture comptent, aujourd'hui encore, parmi les plus lourdement affectés par les restrictions et les fermetures. Nombre de travailleurs indépendants – souvent la force vive des institutions culturelles – se sont retrouvés sans travail du jour au lendemain.

Dès les prémices de la pandémie, l'UNESCO a engagé des mesures volontaristes pour faire face aux répercussions sur le secteur de la culture, en soutenant le dialogue global des politiques publiques et en facilitant la continuité de l'accès à la culture. En avril dernier, lorsque l'UNESCO a réuni 130 ministres de la culture lors d'une réunion en ligne pour discuter de l'impact de la pandémie sur le secteur, l'Organisation a activé et posé les fondements d'un dialogue global avec ses États membres, fédérant les efforts afin que le secteur soit pris en compte dans les stratégies de réponse à la crise. Le suivi en continu de l'impact de la pandémie s'est avéré fondamental pour évaluer la situation et aider les États membres à élaborer des politiques appropriées. À cet effet, l'UNESCO a mobilisé un large réseau d'acteurs dans le domaine de la culture, pour évaluer plus précisément la situation et construire une réponse adaptée. Une palette d'outils de suivi a été mise en place pour guider les décideurs politiques et les professionnels dans les différents domaines des politiques culturelles.

C'est dans ce contexte que le « Tracker Culture et Politiques publiques » a été initialement publié, en avril 2020, offrant un outil de suivi hebdomadaire des politiques mondiales, avant d'être consolidé dans un format mensuel à partir de septembre 2020. L'année dernière, chacune des Conventions et des programmes culturels de l'UNESCO a également mis au point des mécanismes spécifiques pour retracer l'impact de la pandémie, du suivi des fermetures de sites du patrimoine mondial à la conduite d'enquêtes auprès des États membres, des gestionnaires de sites, des spécialistes du patrimoine vivant et des autorités locales, entre autres.



Depuis son lancement en avril dernier, le mouvement Resiliart de l'UNESCO a permis à de nombreux artistes et professionnels de la culture du monde entier de faire entendre leurs voix et de partager leurs expériences directes afin d'éclairer les politiques publiques. Les partenaires régionaux de l'UNESCO et les banques régionales de développement ont également été mobilisés pour soutenir ce travail sur le terrain, là où il est le plus nécessaire. Nous savons ce qui est en jeu, c'est pourquoi nous sommes déterminés à plaider en faveur de l'intégration de la culture dans les stratégies et les plans de relance.

## **La pandémie a mis en lumière la contribution fondamentale de la culture au développement de nos sociétés**

Si l'année passée dépeint l'image d'un secteur luttant pour sa survie face à des bouleversements économiques considérables, la culture demeure une force de résilience et d'adaptation. Aujourd'hui, c'est cette créativité, cette innovation et cette résilience qui contribuent à maintenir notre secteur en vie. La pandémie a mis en lumière la contribution fondamentale de la culture au développement de nos sociétés, et la façon dont elle s'est adaptée aux circonstances fluctuantes. La COVID-19 laissera durablement son empreinte sur notre mode de fonctionnement, à la fois en tant que secteur et en tant qu'Organisation.

L'occasion nous est donnée de regarder vers l'avant et déterminer les étapes à entreprendre pour construire un secteur culturel plus résilient et durable. En tournant la page vers une deuxième année marquée à nouveau par la pandémie, l'expérience nous démontre que nous ne saurions continuer comme nous l'avons fait auparavant. C'est l'opportunité de mieux reconstruire à l'avenir.





## FAITS & CHIFFRES

### Au cours de l'année passée

Baisse de

**35%**



des droits d'auteur des artistes (CISAC)



Swati H Das/Unsplash

**61%**

des foires d'art  
mondiales annulées

(Art Basel et UBS)

**12%**

des artistes envisagent de  
quitter le secteur culturel

(Res Artis et UCL)

Perte de **72%**

des revenus de l'industrie  
cinématographique mondiale  
(32 milliards de dollars des États-Unis )

(Omdia)

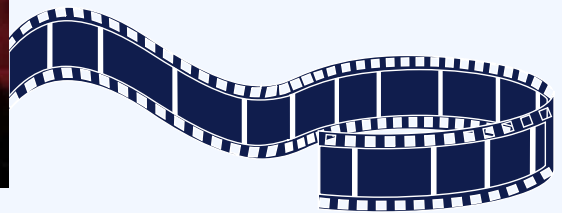
**20%**

des principaux festivals  
de films annulés

(Screendaily)



Felix Mooneeram/Unsplash



Chute de **64%**

des revenus mondiaux de la musique live  
(18 milliards de dollars des États-Unis )

(PwC)



Maxwell Collins/Unsplash

Baisse estimée

**de 60  
à 80%**

des redevances provenant  
des concerts, des salles de  
spectacles et des  
représentations publiques

(CISAC)





## FAITS & CHIFFRES

# ÉTAT DE LA FERMETURE DES SITES DU PATRIMOINE MONDIAL

Sanctuaire shinto d'Itsukushima (Japon)  
Alexander Schimmeck/unsplash

**89%**  
des pays

**AVRIL  
2020**

**AVRIL  
2021**

**50%**  
des pays

Le tourisme représente  
près de

**30%**

du PIB des PEID  
(WTTTC)



Baisse de **87%**

des arrivées de touristes  
internationaux en janvier 2021  
par rapport à janvier 2020 (OMT)



Baisse de **70%**  
de la fréquentation  
des musées  
(UNESCO)



Patrick Robert Doyle/Unsplash

seulement **5%**

des musées africains  
ont une présence  
en ligne  
(UNESCO)

**243  
MILLIONS**



de femmes et de filles, âgées de 15 à 49 ans,  
ont subi des violences sexuelles et/ou  
physiques de la part d'un partenaire intime  
au cours de l'année passée



Hausse de **8.7%**

du chômage des jeunes  
(plus du double du taux des adultes)  
(OIT)



**DEPUIS LA PANDÉMIE**  
les violences basées sur le genre ont  
augmenté de façon exponentielle (ONU Femmes)



## FOCUS SUR LES POLITIQUES CULTURELLES

Cette section met en lumière une sélection des dernières évolutions en matière de politiques culturelles. Alors que les mesures de réaction à l'impact de la pandémie de la COVID-19 sur le secteur culturel devraient largement guider les politiques publiques culturelles tout au long de l'année 2021, certains signes positifs montrent que les pays passent de mesures de relance à des stratégies à plus long terme pour renforcer la résilience de leur secteur culturel.

Le ministère de la Culture d'**Arabie Saoudite** a produit un ensemble de directives pour l'acquisition d'œuvres d'art d'artistes saoudiens destinées aux agences gouvernementales et aux institutions. Ce guide soutient les efforts visant à créer un marché national de l'art, à promouvoir les droits de propriété intellectuelle et à renforcer les relations entre artistes et acheteurs.



Said Alamri/Unsplash

Au **Japon**, le groupe de travail pour la revitalisation du marché de l'art a publié un rapport sur la relance du marché de l'art dans le pays et les futures orientations de politiques publiques. Ce rapport est le fruit de discussions au cours des deux derniers mois dans le cadre du Comité de la politique culturelle du Conseil des affaires culturelles.

Le ministère de la Culture **français** a lancé le portail « L'histoire des arts » sur son site. Ce portail accueille 5 000 ressources gratuites provenant de plus de 400 partenaires et couvrant 20 domaines artistiques différents.



Michael Barón/Unsplash

En **Colombie**, 80 milliards de COP (22,1 millions de dollars des États-Unis) ont été prévus pour 2021 afin de soutenir plus de 3 000 artistes, gestionnaires et créateurs culturels, en particulier des personnes âgées. Ce financement s'inscrit dans le cadre du programme BEPS de prestations économiques périodiques, administré par les autorités locales, qui a déjà fourni plus de 190 milliards de pesos (51,1 millions de dollars des États-Unis), au profit d'environ 8 000 travailleurs de la culture.



Au **Nigéria**, le centre culturel afro-brésilien de l'île de Lagos a été dévoilé, marquant une avancée pour la reconnaissance de la relation centenaire entre le Nigéria et le Brésil forgée par le patrimoine à travers le tourisme culturel. Ce centre vise à recueillir les récits des descendants afro-brésiliens, et renforcer les liens avec le gouvernement et le peuple brésilien.



Milos Hajder/Unsplash





Le ministère de la Culture, des Arts et du Tourisme du **Burkina Faso** a lancé la cinquième édition du Festival de danse et de musique traditionnelle de Colsama (FESTICO) le 8 avril dernier à Bobo-Dioulasso. Organisé sous le thème de la « Contribution des acteurs culturels à la promotion des industries culturelles dans un contexte d'insécurité et de Covid-19 », ce festival d'une semaine a été l'occasion de démontrer la résilience et la solidarité du secteur culturel un an après la pandémie.



Balafon, RheaFavero/Getty Images de Canva.com\*



Spencer Imbrock/Unsplash

Au **Royaume-Uni**, le rapport « The Big Freelancer » a été lancé. Il retrace les défis auxquels les freelancers ont été confrontés depuis le début de la pandémie et formule des recommandations pour l'avenir. Le rapport a été élaboré par un groupe indépendant de créateurs, soutenu par Freelancers Make Theatre Work et financé par Arts Council England.

Au **Liban**, l'Institut français et l'Institut Basil Fuleihan pour l'économie et la finance ont publié une étude intitulée « La contribution économique des industries culturelles et créatives au Liban ». Cette étude conclut que le secteur culturel représente 4.7% du PIB, ce qui équivaut à 2 milliards de dollars des États-Unis, et met en avant des recommandations pour son développement à l'avenir au Liban.

Au **Kazakhstan**, le Centre national des arts Shanyrak a ouvert dans la ville de Tobol. Il s'agit du premier centre d'art de la région de Kostanai. Le but de ce centre est de promouvoir l'art kazakh dans la région, en particulier les réalisations créatives des musiciens et chanteurs traditionnels, tels que les zhyrshy et les kuyshi.

Le ministère de la Culture, des Arts et du Patrimoine du **Chili** a accentué ses efforts pour relancer le secteur du patrimoine en annonçant un financement de 9 milliards de CLP (12,9 millions de dollars des États-Unis) pour les musées, les bibliothèques, les sites du patrimoine mondial et les organisations de sauvegarde du patrimoine matériel et vivant. La dotation pour 2021 a été multipliée par deux par rapport à 2020.



Devon Divine/Unsplash

En **Côte d'Ivoire**, la Direction régionale de Yamoussokro s'est engagée à stimuler le tourisme local pendant la pandémie de COVID-19 en organisant le « Paquinou festival touristique » du 31 mars au 4 avril. Ce festival comprenait une série d'activités, notamment des formations, des concerts, des expositions et des concours destinés à promouvoir les destinations locales.





# FOCUS SUR LES POLITIQUES CULTURELLES

Au **Maroc**, l'Office national des chemins de fer (ONCF) et la Fondation nationale des musées (FNM) ont signé un accord pour étendre l'offre touristique domestique à travers la découverte des musées marocains. Ce partenariat prévoit d'accroître l'accès du public aux musées grâce au développement d'un nouveau concept de voyage « Train'Art ».



Jardin Majorelle, Marrakech, Maroc  
Fabian Møller/Unsplash



danielmegias/Canva.com

Le ministère de la Culture, des Sports et du Tourisme de la **République de Corée** s'est joint à l'Agence coréenne du contenu créatif afin de soutenir les interprètes et les praticiens de la musique pop qui ont eu à faire face à l'annulation de représentations en raison des restrictions liées à la COVID-19. Cette mesure devrait assurer un soutien financier pour 2 000 emplois sur une période de six mois.

En **Hongrie**, les PME du secteur culturel et créatif vont recevoir une enveloppe de financement de 8,2 millions d'euros (9,9 millions de dollars des États-Unis) du Fonds européen d'investissement (EIF) et de la Magyar Vállalkozásfejlesztési Alapítvány (MVA) pour aider au maintien de l'emploi et accélérer le relèvement des suites de la pandémie de COVID-19.



Jonathan Dick, OSFS/Unsplash

Au **Paraguay**, le Secrétariat national de la culture (SNC) a déclaré que le programme Points clés de la Culture (Puntos de Cultura) s'inscrirait dans la stratégie de réactivation du secteur culturel. Axé sur le développement local, le programme sélectionne des propositions qui mettent l'accent sur les espaces culturels communautaires, l'utilisation des technologies numériques et l'élargissement des canaux de distribution de biens culturels. Le programme sera déployé avec la société civile et les gouvernements locaux, conformément au plan de développement national Paraguay 2030 et au Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Les gouvernements du **Bangladesh** et du **Népal** ont signé quatre protocoles d'accord afin de renforcer leur coopération dans différents domaines parmi lesquels le tourisme, l'assainissement, les échanges culturels et la connectivité ferroviaire.

Le ministère de l'Éducation, des Arts et de la Culture (MoEAC) de **Namibie**, l'Association des musées de Namibie (MAN) et la Délégation de l'Union européenne auprès de la Namibie ont lancé le premier Musée de la musique namibienne. Le musée, qui fait partie d'un projet financé par l'UE, a été conçu par un groupe de travail interdisciplinaire composé d'experts culturels, d'organisations à but non lucratif et de décideurs politiques.





À **Oman**, l'Association des femmes omanaises de Muscata a lancé un projet sur la contribution esthétique de l'art au bien-être de la communauté et à la lutte contre la pollution visuelle. Les activités visent à renforcer la participation des communautés locales, en particulier, la jeunesse et nourrir une coopération plus étroite entre la société civile et les secteurs public et privé.



Arisa S./Unsplash

Le Centre d'enseignement du droit d'auteur de **Turquie** a organisé une formation en ligne sur le Traité de Marrakech visant à faciliter l'accès des aveugles, des déficients visuels et des personnes ayant d'autres difficultés de lecture des textes imprimés, aux œuvres publiées. Ce traité, qui a été adopté par la Turquie cette année, permet aux personnes en situation de handicap d'avoir un meilleur accès aux contenus numériques liés à la culture.

Le ministère des Arts, de la Culture et du Patrimoine de **Nouvelle-Zélande** a lancé la première phase du fonds d'innovation pour le secteur culturel, qui fait partie du programme du gouvernement de relance des arts et de la culture COVID, doté de 374 millions de dollars néo-zélandais (268 millions de dollars des États-Unis). Le fonds d'innovation sera mis en place à travers les événements nationaux «Te Urungi» qui feront la promotion des projets culturels axés sur la durabilité, l'accès et la participation de tous, ainsi que sur la sauvegarde des savoirs autochtones mātauranga Māori.



Charles Dlodlu/Unsplash

En **Afrique du Sud**, la section de la culture de l'université de Johannesburg (UJ) et Andani Africa ont accueilli l'édition inaugurale du projet de recherche et forum sur la créativité et la 4RI « L'avenir et au-delà » (Futures and Beyond) les 16 et 17 mars. Les discussions se sont centrées sur le rôle des industries créatives africaines au service de la quatrième révolution industrielle (4RI), et sur l'impact du changement technologique, accéléré par la pandémie de COVID-19.

Le ministère de la Culture du **Pérou** a présenté les résultats de sa première enquête sur les impacts de la pandémie sur le secteur du livre. Le rapport est le premier d'une série d'études et de documents de travail qui permettront de suivre la dynamique du secteur du livre au fil du relèvement du secteur, afin de mieux soutenir la prise de décisions et le développement des politiques publiques.



Benoit Debaix/Unsplash

Le ministère de la Culture du **Mexique** a célébré le premier anniversaire de sa stratégie numérique, « Avec toi à distance » (Contigo en la distancia), qui a permis à plus de 13 millions de personnes au Mexique et à l'étranger de découvrir le patrimoine culturel du pays. La plateforme et la campagne ont amplifié élargi l'accès à la culture et sont devenues des espaces de divertissement, de loisir et de soutien pendant la pandémie.

Le gouvernement du **Canada** a annoncé son budget fédéral pour l'année 2021. Celui-ci inclut un investissement de 1,9 milliards de dollars canadiens (1,5 milliards de dollars des États-Unis) afin de relancer le tourisme, les arts, la culture et le sport sur les cinq années à venir. Ce budget prend acte de l'importance des festivals dans la relance du secteur touristique: 200 millions de dollars canadiens seront ainsi destinés aux festivals principaux et 200 millions de dollars canadiens supplémentaires iront aux festivals et événements communautaires.



# Construire un avenir nouveau pour les politiques culturelles



Communauté autochtone Pataxó  
Bahia (Brésil)  
Brastock/Shutterstock\*

**L'**impact de la COVID-19 a affecté toutes les dimensions de la culture et aura des répercussions sur les années à venir. Le déclenchement de la pandémie a entraîné une fermeture des lieux et des activités culturelles à travers le monde. Les manifestations et festivités culturelles ont été annulées, les sites du patrimoine mondial ont été fermés, les musées ont fermé leurs portes et les cinémas ont tiré le rideau, laissant les employés du secteur culturel dans la précarité. La pandémie a bouleversé l'environnement et les moyens nécessaires pour exprimer, sauvegarder et transmettre le patrimoine vivant. La chaîne de valeur culturelle dans son ensemble a été ébranlée, affectant la création, la production, la distribution et l'accès aux biens et services culturels ainsi que leur diversité. Au-delà de l'aide d'urgence, **les mesures destinées à combattre l'impact de la COVID-19 ont également commencé à transformer les modèles de consommation, de production et de travail dans le champs culturel**, présageant d'un impact à long terme sur le secteur. À ce titre, l'effondrement du tourisme international et national, la fermeture des salles de spectacles, la réduction du pouvoir d'achat ou encore les restrictions du financement public et privé des arts et de la culture sont des considérations cruciales susceptibles d'amplifier, à moyen terme, les impacts négatifs. Il s'agit d'un enjeu essentiel, en particulier pour les pays confrontés à des priorités de développement critiques et concurrentes, comme dans les pays du Sud.





**Au cours de l'année passée, les réponses ont évolué de l'urgence et du court terme au moyen à long terme, en fonction de l'approche et du stade d'ouverture des pays.** Dans un premier temps, les besoins à court terme, tels que le financement direct auprès des organisations et des professionnels culturels et les assouplissements fiscaux, ont été prioritaires, les besoins à long terme comme le développement de capacités, les avantages fiscaux et l'appui à la production de contenus nationaux ayant souvent été introduits plus tard. De plus, les réglementations fluctuantes et l'imprévisibilité des ouvertures et fermetures ont pénalisé la planification du secteur culturel et, dans certains cas, sa viabilité. **Les perturbations ininterrompues ont obscurci, avec insistance, les premiers signaux de relèvement.** L'introduction et le déploiement des vaccins ont été des tournants majeurs pour la planification des politiques publiques, puisqu'ils conditionnent la mobilité et les ouvertures, dont dépendent plusieurs secteurs de la culture. Alors que le contexte actuel reste incertain, le calendrier de l'accès aux vaccins déterminera, de façon prééminente, à quel moment et dans quelle mesure le secteur culturel sera à nouveau opérationnel. Certains pays ont commencé à expérimenter des approches hybrides et à introduire des mesures de distanciation physique, par exemple dans les musées et lors d'événements culturels. Cependant, plus globalement, le passage du sauvetage au relèvement demeure en suspens dans de nombreux domaines de la culture.

**De façon générale, la pandémie s'est imposée comme un révélateur et un accélérateur.** Elle a mis en lumière et aggravé les failles et les vulnérabilités existantes dans le secteur, et ce dans tous les pays quel que soit leur statut de développement. Elle a également suscité des inquiétudes sur la pérennité des avancées en matière de politiques publiques, qui pourraient être fondamentalement remises en cause. Cependant, **la crise a aussi fait évoluer les priorités et les modalités des politiques publiques, de même que les pratiques professionnelles, vers des processus plus transversaux, collaboratifs** et prenant en compte des perspectives de développement durable. Cela peut être considéré comme une externalité positive de la crise actuelle, dont les répercussions vont au-delà du secteur culturel lui-même, et pourrait offrir une base sur laquelle reconstruire l'avenir du secteur. Si la perspective d'ouverture éclaircit quelque peu l'horizon, la menace de l'insécurité économique et des fermetures plane. L'année 2021 sera donc décisive, car les pays devront concilier l'introduction de vaccins avec des mesures de soutien durables, qui, pour beaucoup, commencent à faire défaut.





## Principales tendances de l'année écoulée

**La transformation numérique a changé la donne, mais l'impact de la pandémie a démontré que l'environnement numérique doit être plus accessible, adapté et régulé.** Les biens du patrimoine mondial de l'UNESCO ont rapidement pu offrir des contenus en ligne, des visites virtuelles, des cours et des performances. Malgré la fermeture physique des sites, l'UNESCO a continué à évaluer les dommages en utilisant la technologie satellitaire développée avec UNITAR-UNOSTAT, la documentation 3D et les technologies liées aux drones. Avec l'annulation des événements festifs et des cérémonies, certaines pratiques du patrimoine vivant se sont adaptées aux recommandations de « rester à la maison » en passant en ligne. Au cours de l'année passée, les événements en direct ont massivement migré vers des formes en ligne et hybrides.



Quelque 44 % des 114 plus grands festivals de cinéma se sont tenus en ligne, tandis que 25 % supplémentaires ont eu lieu en partie en ligne. Le marché de l'art est lui aussi passé en ligne, avec 22% de baisse des ventes d'art dans le monde. Alors que les gens se tournent vers la culture pour trouver la solidarité, l'appartenance, la distraction, le réconfort et l'inspiration, la consommation en ligne de biens et de services culturels a bondi dans la plupart des régions grâce aux expositions virtuelles, aux concerts, à la musique, à la télévision et aux services de streaming. **De nombreux artistes ont offert un accès gratuit à de vastes quantités de contenus créatifs, suscitant également des questionnements en matière de rémunération et de droits d'auteur** ; des interrogations qui ont gagné du terrain avec le changement des modes de consommation de la culture à l'ère du numérique. Les services de streaming numérique et les jeux sont les rares domaines dont les activités ont augmenté pendant la pandémie. Les plates-formes de musique en ligne ont connu un véritable essor pendant le confinement et ont ouvert des points d'accès permettant à des artistes prometteurs ou moins connus de prendre la parole. **Le partage croissant du contenu culturel numérique a aussi accentué les inégalités en matière d'accès et de diversité, soulevant des problématiques d'inclusion**, le contenu numérique ne ciblant pas toujours des audiences multiples et n'étant pas toujours accessible à tous. Les disparités profondes en matière d'infrastructures et d'accès au numérique risquent d'exclure le plus grand nombre des bénéfices liés au développement technologique. En Afrique subsaharienne, seule 19% de la population a accès à internet, la majorité de la population vivant en zone rurale où la connection technologique et satellitaire demeure faible et coûteuse. Le degré d'accès aux technologies entraîne des répercussions significatives sur le développement ; en atteste une étude récente au Nigéria, qui fournit des données nouvelles sur l'impact positif d'une meilleure couverture mobile haut-débit sur le bien-être des foyers et individus, notamment en matière d'emploi et de réduction de la pauvreté.

# 46%

de la population mondiale n'a pas accès à internet  
(Commission sur le haut débit)

Le streaming musical a généré

# 20.4 MILLIARDS

de dollars des États-Unis en 2020

(PwC)





## À L'HORIZON

**L'utilisation intensive des plateformes en ligne pendant la pandémie a également révélé la fracture numérique entre les sexes.** L'accès en ligne plus faible des femmes par rapport aux hommes, aggravé par l'accès inégal des femmes au développement des compétences et aux réseaux, risque d'entraîner une sous-représentation de la créativité et des voix des femmes en ligne. La crise risque ainsi d'aggraver les inégalités en matière d'accès et de participation à la culture et, à plus grande échelle, de limiter la diversité culturelle.

**Dans de nombreux domaines de la culture, l'emploi a été durement ébranlé, affectant les moyens de subsistance de nombreux professionnels, tant dans le secteur que dans les industries associées.** Avant la pandémie, les artistes et les professionnels de la culture étaient déjà dans une situation précaire, de nombreux travailleurs évoluant dans le secteur informel sans filet de sécurité. L'impact de la pandémie sur les travailleurs indépendants et les petites et moyennes entreprises (PME) a été particulièrement sévère, y compris dans les pays disposant de cadres de sécurité sociale opérationnels, et d'autant plus critique dans les pays marqués par une forte prévalence du secteur informel. **Les répercussions de la pandémie mettent en évidence des mesures de soutien insuffisantes et mal adaptées aux spécificités du secteur culturel.** Dans les pays où des dispositifs de soutien ont été mis en place, les institutions culturelles employant des salariés ont généralement pu bénéficier d'une certaine protection financière pour protéger leur personnel. Cependant, les travailleurs individuels et indépendants, qui sont souvent « invisibles » et en marge des mécanismes officiels de soutien ont, dans certains cas, été obligés d'exercer des emplois alternatifs, en dehors de leur profession pour subsister. Dans le domaine du théâtre, dont la main-d'œuvre créative représente la part majoritaire (70 %) du secteur, les travailleurs indépendants sont essentiels à la création d'œuvres, au développement global et à la durabilité du secteur. Au Royaume-Uni, 25 % des travailleurs indépendants du secteur du spectacle vivant ont déclaré avoir cessé toute activité au cours de l'année écoulée. Pour les musiciens, la fermeture de lieux et de festivals de musique en direct a eu un impact sur le paiement de leurs droits et sur leurs revenus, dont 75 % proviennent d'événements en direct. En outre, la perte de revenus d'un artiste aujourd'hui peut également avoir des conséquences plusieurs années plus tard, puisque les artistes peuvent être rétribués 2 à 3 ans plus tard pour les droits de leurs œuvres.

**“ S'il est clair que les arts du spectacle constituent un moteur économique, il n'est pas toujours entendu que cette activité génératrice de revenus dépend fortement des indépendants.**

Freelance Make Theatres Work

**65%**

**d'artistes contraints d'avoir un autre emploi en dehors du secteur**

(Res Artis et UCL)

**51%**

**des musiciens ne sont pas sûrs de pouvoir faire face aux dépenses de subsistance de base**

(MusiCares)



## À L'HORIZON

**En mettant à nu la précarité extrême de la situation des professionnels de la culture, la pandémie a démontré à la fois la vulnérabilité et l'ampleur de l'emploi culturel.** Elle a également mis en évidence la façon dont celui-ci est lié à de nombreux autres secteurs non culturels et circule dans l'ensemble de l'écosystème économique, révélant ainsi l'impact économique de la culture en termes d'emploi au sens large.

**Certains domaines de la culture ont été particulièrement affectés par les fermetures, les limitations de déplacement et les mesures de distanciation physique.** Les arts du spectacle, les performances en direct et les domaines de la culture basés sur les salles de spectacle ont été très durement touchés. Une étude récente de l'UNESCO sur les musées pendant la COVID-19 a révélé que les subventions des gouvernements pour les établissements nationaux ont baissé de moitié l'année dernière. Pendant ce temps, la fréquentation globale des 100 musées d'art les plus visités au monde a chuté de 77 %. Des pertes importantes ont été supportées par les grands musées. Par exemple, au Brésil, où les musées ont été fermés en moyenne 203 jours l'année dernière, les visiteurs du Museu de Arte de São Paulo Assis Chateaubriand, du Museu de Arte Moderna de São Paulo et de la Pinacoteca de São Paulo ont diminué de 81%, 79% et 75%, respectivement. Aujourd'hui, 43% des États membres ayant répondu à une enquête de l'UNESCO ont leurs musées fermés. La fermeture des musées a également eu un effet négatif sur les économies locales en raison des services comme les visites, les magasins des musées, les cafés et les restaurants. De la même façon, la fermeture des sites du patrimoine mondial s'est faite au détriment des communautés locales qui vivent dans et autour des sites et qui peuvent en dépendre pour leur subsistance ou pour des raisons religieuses. **Les grandes structures financées par des fonds publics ou partiellement publics ont mieux résisté à la tempête.** Les salles de spectacle qui sont majoritairement des structures privées ou publiques à but non-lucratif, ont été lourdement touchées, en particulier les petites salles de spectacles de proximité, qui sont des sources importantes d'expérimentation créative et de diversité. À Londres seulement, 90% des petites salles de proximité de la ville ont été fermées de façon permanente. Les mesures de confinement ont interrompu les pratiques du patrimoine vivant en empêchant ses dépositaires d'accéder aux espaces dont ils ont besoin, qu'il s'agisse de luthiers en Italie qui ne peuvent accéder à leur atelier ou d'artisans au Botswana qui ne peuvent vendre leurs poteries en terre cuite. Les annulations ou les reports de festivals et de biennales, essentiels pour les opportunités d'emplois et de mise en réseaux au sein de l'économie créative, ont généré des pertes substantielles pour les événements eux-mêmes et les nombreuses entreprises et professionnels liés à ces événements. L'annulation du festival annuel d'Avignon en France, par exemple, a eu des répercussions non seulement sur les professionnels du festival, mais aussi sur l'écosystème urbain plus large, au-delà de l'événement culturel.

**80%**

**de baisse des recettes des musées**

(UNESCO)





Ko Hon Chiu Vincent

“

**Au milieu du mois de mars, quand la pandémie était une menace importante, nous avons décidé de fermer nos sites aux visiteurs afin de prévenir sa propagation. Cela a directement affecté le site et les communautés locales qui vendent leurs produits à l'entrée.**

Mahmoud Suliman, responsable des Sites archéologiques de l'île de Méroé, Soudan

## Secteur du film : lumière sur l'année écoulée



L'année 2020 a été une année sans précédent pour l'industrie cinématographique mondiale, qui a enregistré une perte estimée à 32 milliards de dollars des États-Unis. Ce ralentissement est le fruit de la montée des services de streaming, la fermeture généralisée des salles de cinéma, la réduction du nombre de billets vendus dans le monde entier, et la diminution de la distribution de films et de la production cinématographique.

En Amérique latine, l'Argentine et le Mexique ont vu leurs recettes de billetterie chuter de 80%. En Asie et dans le Pacifique, les recettes de billetterie au premier semestre de 2020 avaient plongé de 92% par rapport à la même période en 2019. Toutefois, en août, l'Asie et le Pacifique représentaient près de 78% du total des revenus de billetterie dans le monde. Les données récentes laissent entrevoir des signes de reprise. Les productions cinématographiques sont de plus en plus nombreuses à fonctionner, avec des mesures d'hygiène et de distanciation sociale en place. Le dernier Bulletin mondial du box office (Global Box-Office Tracker) produit par Gower Street montre que la billetterie mondiale de 2021 a atteint 4,2 milliards de dollars des États-Unis le mois dernier, contre 3,3 milliards le mois précédent. Une réflexion sur la réduction de l'impact climatique de l'industrie prend également de l'ampleur, avec une multiplication des initiatives et un encouragement croissant des politiques publiques, signalant une tendance à l'adaptation des pratiques.



Jared Murray/Unsplash



## À L'HORIZON

**Les répercussions considérables de la crise ont suscité une plus grande reconnaissance de la valeur économique et sociale de la culture.** Au cours de l'année passée, l'expérience de la pandémie a marqué un changement dans le discours des politiques publiques, témoignant d'une plus grande prise de conscience des bénéfices transversaux de la culture dans les sociétés. Les fermetures généralisées et l'arrêt des activités culturelles ont été un signal d'alarme qui a mis en évidence l'ampleur de la contribution de la culture à l'économie, en tant que secteur en soi mais aussi pour ses liens avec d'autres industries. Lorsque les ministres de la culture du G20 se sont réunis en novembre dernier, sous la présidence de l'Arabie Saoudite, il s'agissait de la première fois que la culture était incluse dans les discussions politiques de ce forum international. **Les banques de développement internationales et régionales reconnaissent également de plus en plus l'impact économique de la culture,** notamment en ce qui concerne les industries culturelles et créatives (ICC) et le tourisme culturel lié au patrimoine culturel et aux institutions muséales. La pandémie a suscité des questions encore plus importantes autour du fonctionnement et de la valorisation des économies culturelles. Face à la pandémie, les sociétés se sont tournées vers la culture comme vers une bouée de sauvetage. Elle a offert une source de solidarité, d'inspiration et d'appartenance. Des sites en plein air inscrits au patrimoine mondial de l'UNESCO, comme celui de Byblos, au Liban, ont vu augmenter le nombre de résidents locaux qui s'y rendent pour renouer avec leur patrimoine pendant la pandémie. **Des liens étroits entre culture et santé ont été établis** grâce à la contribution de la culture au bien-être des individus et des communautés, qui a été mis en évidence dans plusieurs enquêtes au cours de l'année, et souligné comme une composante essentielle des stratégies de rétablissement. Il est également de plus en plus reconnu que la biodiversité est un facteur déterminant pour l'environnement, dans tous les aspects de la santé humaine, tant mentale que physique, ce qui a obligé les sociétés à reconsidérer les pratiques non durables. En particulier, l'expérience de la pandémie a marqué un tournant pour la ville de Venise qui a récemment interdit les bateaux de croisière. De nouveaux modèles commerciaux durables sont impératifs pour la survie du secteur. La pandémie a mis en évidence la nécessité d'un changement structurel et d'une réforme du secteur qui non seulement embrasse les nouveaux développements - tels que l'évolution du statut des artistes au fil du temps, l'accélération numérique et la mobilité - mais aussi contribue à atteindre d'autres objectifs de développement.



**“ Les créateurs sont inventifs, entreprenants et résilients, mais pour construire une longue voie de sortie à cette crise, nous devons nous tourner vers les gouvernements. Il ne s'agit pas seulement de fonds d'urgence, même s'ils ont été très appréciés. Les décideurs politiques doivent également s'attaquer aux problèmes qui se posent à eux : les profondes lacunes qui ont faussé les règles du jeu pour les créateurs pendant de nombreuses années.**

Björn Ulvaeus, Président de la Confédération internationale des sociétés d'auteurs et compositeurs (CISAC)







### Faire évoluer l'agenda des politiques publiques

Dès le début de la pandémie, l'UNESCO a pris des mesures décisives afin de renforcer les cadres de politiques publiques et soutenir un secteur culturel en crise, réaffirmant sa mission de soutien aux États membres. La pandémie a clairement mis en lumière l'importance du dialogue mondial sur la culture afin de faire face aux impacts de la crise et planifier la reconstruction. **Elle a souligné la nécessité de régénérer les fondements des discussions multilatérales** - une entreprise essentielle dans un monde de plus en plus fragmenté - en mettant l'accent sur la culture en tant que bien commun et partagé. Il y a un an, en avril dernier, l'UNESCO a convié plus de 130 ministres de la culture pour une réunion en ligne sur l'impact de la crise et les réponses potentielles, réaffirmant le rôle de l'UNESCO dans la promotion du dialogue de politiques publiques avec ses États membres. Cette réunion a été suivie par une consultation en juillet auprès des États membres, ayant pour but d'évaluer et de documenter l'impact de la pandémie sur le secteur de la culture. **La pandémie a également souligné le besoin d'instruments de suivi plus flexibles et réactifs afin de soutenir l'élaboration des politiques** dans des contextes volatiles et complexes en fournissant des données sur une base continue. L'un de ces instruments est le « Tracker Culture et Politiques publiques », qui a initialement été publié en avril dernier sur une base hebdomadaire pour fournir des données sur une situation en évolution rapide, puis transformé en un instrument mensuel de suivi des politiques publiques pour répondre aux attentes croissantes formulées auprès de l'UNESCO de fournir l'accompagnement nécessaire au regard de son mandat global et spécialisé dans le domaine de la culture. L'UNESCO a veillé à ce que les fermetures de sites du patrimoine mondial soient surveillées, tandis que des enquêtes sur l'impact de la COVID-19 ont été menées auprès des gestionnaires de sites du patrimoine mondial et des autorités locales, ainsi que sur le patrimoine vivant.

**La pandémie a également incité l'UNESCO à étendre et diversifier ses canaux de communication avec une large palette d'acteurs, s'appuyant sur les réseaux divers développés au fil du temps dans le cadre de ses Conventions et ses Recommandations.** Depuis son lancement en avril 2020, plus de 270 débats Résiliart se sont tenus avec des artistes provenant de plus de 110 pays, mettant en avant le rôle de la société civile dans la contribution à l'élaboration des politiques publiques. La publication de l'UNESCO « La culture en crise : Guide de politiques pour un secteur culturel résilient » offre également un outil pratique pour les efforts de relance post-crise. Un groupe de travail sur la culture et le tourisme résilient a été créé avec les organisations consultatives de la Convention du patrimoine mondial afin d'aborder les questions clés relatives à la gestion du tourisme et du patrimoine pendant et après la crise de la COVID-19. Globalement, les réseaux institutionnels, professionnels et communautaires développés dans le cadre de la mise en oeuvre des Conventions et des Recommandations culturelles de l'UNESCO - tels que les gestionnaires de sites du patrimoine mondial, les facilitateurs et les détenteurs du patrimoine vivant, les experts et les praticiens des industries culturelles et créatives, et les directeurs de musées, entre autres - ont également été mobilisés par l'UNESCO et ses États membres afin de collecter des données, d'amplifier le plaidoyer et de documenter la réponse des politiques publiques.



**Ainsi, la pandémie a mis en lumière le rôle fédérateur de l'UNESCO dans les différents domaines des politiques publiques**, en rassemblant les décideurs et les professionnels, et en mettant à profit ses instruments normatifs et de politiques publiques, et son rôle de laboratoire d'idées pour stimuler la réflexion mondiale sur l'avenir du secteur.

**De nombreux États ont initialement fourni un soutien financier d'urgence afin d'aider à amortir l'impact de la pandémie sur les organisations culturelles et les individus** dans le cadre de programmes de soutien financiers généraux ciblant le redressement des économies nationales. Dans certains cas, des fonds ou des mécanismes financiers dédiés ont été mis en place pour le secteur culturel, reflétant la priorité accordée à la culture dans les priorités nationales des politiques publiques, y compris dans les pays à revenu faible et intermédiaire. Ces mécanismes se matérialisaient notamment par un élargissement du volume et des critères d'éligibilité des mécanismes financiers existants ou des budgets précédemment alloués, ou encore par une accélération du calendrier de mise en œuvre. Dans certains cas, les mécanismes ont ciblé le secteur culturel dans sa globalité, mais le plus souvent, le financement a été véhiculé par des établissements publics professionnels ou sectoriels. Dans certains pays, l'élan suscité par le dialogue ministériel sur la culture développé par l'UNESCO au niveau mondial ou par des organisations intergouvernementales au niveau régional a permis aux ministères de tutelle de plaider en faveur de la culture dans le cadre des budgets nationaux. Les gouvernements locaux, le secteur privé et la société civile ont également été actifs et proposé des mesures d'urgence à la fois pour les organisations culturelles et pour les professionnels individuels, dont beaucoup ont été appliquées au début de la pandémie.

**En plus du financement public, un grand nombre de formes alternatives de financement ont été engagées, notamment à travers la participation de banques d'investissement, d'organismes à but non-lucratif et de financement participatif, qui ont fait bouger les lignes vers des partenariats public-privé et un engagement de la société civile plus robustes.** Parmi de nombreux exemples à travers le monde, le « Fonds relance culture » (FRC) tunisien, propose un fonds de dotation public-privé qui centralise les contributions financières des organisations et des particuliers souhaitant fournir un appui aux jeunes artistes et aux travailleurs indépendants. Au niveau national, au Sénégal, plus de 25 000 acteurs du secteur de la culture ont pu bénéficier du Fonds force COVID-19 à travers des sommes allant de 100 000 FCFA (180 dollars des États-Unis) à 125 000 FCFA (230 dollars des États-Unis). La société civile a contribué largement à Musicares, une association caritative indépendante basée aux États-Unis, en distribuant plus de 22 millions de dollars des États-Unis auprès de plus de 25 000 musiciens et leurs familles. Le Fonds des artistes du théâtre (Theatre Artists Fund), basé au Royaume-Uni, a collecté 7,2 millions de livres sterling (10 millions de dollars des États-Unis) pour soutenir les indépendants.







Karim Manjra/Unsplash

**Globalement, l'impact de la pandémie a mis en lumière les failles du soutien public au secteur de la culture, notamment en ce qui concerne les mécanismes de financement.** De nombreuses mesures de soutien ont laissé les organisations et les travailleurs culturels de côté car ils n'entraient pas dans les critères de financement. Aussi, comme l'indiquent les résultats d'une récente étude mondiale, 32% des artistes et des organisations culturelles ayant pu bénéficier d'un accès à un financement, qui ne provenait pas nécessairement de fonds d'urgence spécifiquement dédiés à la COVID-19. Certains artistes et organisations, notamment aux États Unis, ont ainsi reçu une assurance chômage de leur État, ou ont pu réaliser un retrait d'urgence de leurs fonds de retraite. En outre, certaines aides financières d'urgence ont été accordées sous la forme de sommes forfaitaires uniques, ce qui a rendu plus difficile l'obtention de fonds supplémentaires au fur et à mesure que la pandémie progressait. La crise a également mis en évidence la nécessité d'adapter les cadres fiscaux pour répondre aux spécificités du secteur culturel. La Turquie a également pris la décision de reporter les cotisations sociales pour différents secteurs, dont notamment le secteur de la culture. La France a introduit une exonération des charges sociales pour les entreprises dans les secteurs les plus touchés, dont le secteur de la culture. **La pandémie a ainsi déclenché une réflexion plus large sur la réévaluation des cadres de financement public pour la culture.** Dans certains pays, cette réflexion a engagé un plaidoyer pour des partenariats plus solides avec le secteur privé. Dans d'autres, cela a consisté à demander une implication plus importante des financements publics au secteur culturel. Le défi est tout aussi grand au niveau local, car les villes ont vu les subventions publiques diminuer tout au long de la pandémie, ce qui a donné lieu à plusieurs initiatives innovantes en matière de nouveaux modèles économiques.

**“ Il est temps de positionner la culture comme une priorité des politiques publiques et comme un droit humain, tel qu'il est énoncé dans les conventions internationales que nous avons signées.**

Eva Gomez, Museo para la Vivencia Nacional, Honduras  
Débat Resiliart 2020



Site maya de Copán (Honduras)  
soft\_light/Shutterstock.com



**La pandémie a également suscité la projection de mesures plus structurelles, à moyen et long termes.** Il s'agit également de s'adapter progressivement à un environnement instable, où des crises similaires liées à la santé, au climat ou aux conflits peuvent se reproduire à l'avenir. La crise a modifié le fonctionnement du monde et met en évidence les limites des systèmes actuels. Dans cet esprit, de nombreux États membres ont mis en place des formations pour renforcer les compétences numériques et entrepreneuriales, afin de répondre aux défis et opportunités de la transition numérique. En Roumanie, l'Institut national pour la recherche et la formation culturelle a mis en place un registre du secteur culturel indépendant - mécanisme destiné à soutenir la mobilité et la régulation dans le cadre des futures stratégies culturelles nationales. De même, de nombreuses mesures de sécurité et d'hygiène ont été mises en place en direction des lieux culturels, du spectacle vivant ou encore des événements. Qu'il s'agisse d'introduire des modèles en damier dans les salles de concert en plein air ou d'organiser des concerts de rock avec des spectateurs dans des voitures au Mexique, les États ont exploré les possibilités d'ouvrir en toute sécurité des lieux culturels et de spectacle vivant tout en garantissant des mesures sanitaires et de distanciation physique. De nombreuses directives et documents à portée locale, nationale et internationale ont été élaborés à cet égard. Parmi eux, le Conseil international des musées (ICOM) a constitué des lignes directrices pour la sécurité et la préservation des collections des musées pendant le confinement, et la sécurité des publics lors de la réouverture des musées. Au-delà de la garantie d'une expérience culturelle sécurisée, **les mesures de sécurité et d'hygiène ont également suscité une réflexion sur les moyens de s'engager de manière plus inclusive avec un large éventail de publics**, notamment par l'ouverture de plages horaires dédiées aux visites de personnes âgées ou un accès amélioré pour les personnes en situation de handicap.

**L'élargissement de l'accès à la culture pendant la crise et l'accélération de l'alphabétisation numérique ont été un dénominateur commun de la plupart des interventions de politiques publiques dans toutes les régions.** La plupart des pays ont cherché à développer des plateformes culturelles en ligne, précisément dans le but de soutenir la participation et l'éducation culturelles pendant le confinement. Parmi d'innombrables exemples, le ministère de la Culture de la République tchèque, en association avec l'Institut des arts et du théâtre (ATI), a lancé un projet visant à exploiter les nouvelles technologies pour se concentrer sur la relation entre l'art vivant et le public. En « entrant » dans le monde numérique à une échelle sans précédent, et en développant les plateformes de propriété publique, les pays ont également commencé à s'orienter vers une participation plus délibérée de l'État dans la réglementation du monde numérique.

**L'investissement à plus long terme dans la production nationale a constitué un autre objectif central des politiques publiques pour relancer et renforcer le secteur culturel et accompagner de façon globale son relèvement.** Le soutien des politiques publiques à la culture a pris de nombreuses formes, notamment la commande d'œuvres d'art, le financement d'infrastructures culturelles, la promotion de la production nationale et du tourisme culturel, l'amélioration de la distribution nationale, de l'exportation et de l'investissement international, la stimulation de la consommation et de la demande culturelles, l'introduction de mesures d'incitation fiscale et la création d'initiatives de renforcement des capacités. **Le large éventail de mesures prises par les pays illustre le besoin d'une approche globale du soutien des politiques publiques** dans différents domaines, ainsi que tout au long de la chaîne de valeur. Cela met également en avant l'importance de la solidarité internationale et du dialogue, compte tenu des inégalités entre les pays, tout comme leur interdépendance. Parmi les exemples dans le monde, le gouvernement australien a annoncé en juillet dernier une incitation à l'implantation de 400 millions de dollars australiens (310,6 millions de dollars des États-Unis) afin d'attirer la production cinématographique internationale au cours des sept prochaines années.





## À L'HORIZON



En ce qui concerne le tourisme culturel, le tourisme intérieur du Vietnam a connu une augmentation suite à la levée des mesures de confinement à l'échelle nationale en mai. La Thaïlande a quant à elle investi 700 millions de dollars des États-Unis pour relancer son tourisme intérieur. Représentant un soutien plus large au secteur de l'artisanat, un programme de continuité et de relance de l'artisanat a été lancé à Sharjah, aux Émirats arabes unis, Ville créative de l'UNESCO d'artisanat et des arts populaires, afin de fournir une formation professionnelle et un soutien aux femmes artisans de la ville.

**À l'avenir, ce large éventail de mesures politiques est susceptible d'orienter le secteur vers des modèles plus résilients, durables et inclusifs**, faisant écho aux projections du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Un certain nombre d'États membres ont saisi cette occasion pour faire progresser les réflexions en faveur de pratiques plus durables, conformément au Programme 2030. La réduction de l'impact environnemental du secteur culturel ou l'exploitation du rôle de la culture dans l'inclusion sociale font partie des objectifs centraux. À titre d'exemple, dans le cadre de l'Engagement en faveur du tourisme durable, réalisé par l'UNESCO en collaboration avec le groupe Expedia, près de 600 hôtels en Thaïlande se sont engagés au début de l'année à introduire des mesures rigoureuses pour éliminer le plastique à usage unique et promouvoir la culture locale pour une reprise du tourisme plus durable après la COVID-19. Le « nouveau normal » ne doit pas être un simple « retour aux vieilles habitudes ».

“

**Les artistes doivent se rassembler pour créer ou s'engager en faveur des politiques.**

Lennon Prosper, Artiste et président de Balance Inc, Sainte-Lucie.  
| Débat Resiliart 2020



Nguyễn Hiệp/Unsplash

## Les voies du relèvement à l'issue de la pandémie

**L'année 2021 sera déterminante. Parmi les premiers à être impactés en 2020, le secteur culturel pourrait également être parmi les derniers à s'en remettre.** Le déploiement de vaccins déterminera les déplacements, la mobilité et les ouvertures des lieux culturels, et influencera fortement l'avenir du secteur. Pourtant, l'aube demeure fragile. Dans un contexte mondial hautement volatile, où les crises prolongées peuvent miner durablement les finances publiques, les mesures de soutien à la culture risquent d'être compromises ou éclipsées par des priorités concurrentes. Cependant, l'importante reconnaissance de l'impact social et économique de la culture – qui a été mis en évidence par la pandémie – est univoque.



**Dans ce contexte, l'ancrage volontaire de la culture dans les principaux plans de relance sera essentiel pour l'avenir du secteur. La culture doit être au cœur des efforts de relance, non seulement en tant que domaine prioritaire des politiques publiques, mais aussi, plus fondamentalement, catalyseur d'un changement dans l'élaboration des politiques vers des approches plus centrées sur les individus.** Au niveau national, l'inclusion de la culture dans les plans nationaux de relance suite à la COVID-19 – qui a notamment été soutenue par les Bureaux hors siège de l'UNESCO dans le cadre des équipes de pays des Nations Unies – contribuera à faire bouger les lignes. Au niveau multilatéral, la trajectoire ascendante du dialogue politique mondial pour la culture – du Forum des ministres de la Culture de l'UNESCO en 2019 à l'inclusion de la culture dans les principaux fora mondiaux tels que le G20 et la prochaine conférence Mondiacult en 2022 – constituera également une force motrice. De même, l'engagement croissant des partenaires financiers internationaux, parmi lesquels les banques de développement, auprès du secteur de la culture – notamment au regard du poids économique de l'économie créative et du tourisme culturel – sera essentiel. Pour appuyer ce processus, il sera incontournable de renforcer l'argumentaire en faveur de la culture au moyen de données, d'indicateurs et de récits solides.

**Renouveler les modèles économiques du secteur culturel et encourager la diversification économique s'affirme comme un enjeu primordial dans un contexte où la pandémie a révélé des failles majeures du système,** quel que soit le contexte socio-économique des pays. En s'inspirant des leçons tirées de la crise, les programmes de soutien doivent être adaptés aux besoins spécifiques du secteur culturel, notamment à la forte prévalence des PME, des travailleurs indépendants et du caractère informel du secteur. La protection économique et sociale des artistes et des professionnels de la culture, en particulier, devrait être renforcée, en s'appuyant sur les résultats du mouvement Resiliart et sur une révision de la recommandation relative au statut de l'artiste. D'une manière générale, des mesures plus complètes devraient être élaborées tout au long de la chaîne de valeur. Cela implique le soutien d'une large alliance, notamment de la société civile et des secteurs privé et non lucratif, pour renforcer les écosystèmes culturels et renouveler les modèles économiques des institutions culturelles, notamment pour garantir des partenariats public-privé plus flexibles. **Les pays devraient s'engager activement dans la diversification de l'économie culturelle, y compris au travers de l'investissement public, afin de réduire la dépendance au tourisme, stimuler la consommation et la demande culturelles** et intégrer des stratégies fondées sur la culture dans les économies nationales, y compris les secteurs non culturels. Enfin, des mécanismes de collecte de données et des canaux de communication plus souples entre les décideurs politiques et les acteurs culturels devraient être maintenus afin de fournir des informations sur l'adaptation des politiques culturelles dans un environnement en évolution rapide.

**L'avenir du secteur culturel repose également sur un ancrage plus solide de la culture dans l'ensemble des politiques.** La pandémie a mis en évidence, et dans une certaine mesure, amplifié, les défis mondiaux en matière de développement, en particulier les inégalités sociales, la crise climatique et la transformation numérique. Ces tendances dominantes ont remodelé le paysage des politiques publiques au cours de la dernière décennie et font directement appel au rôle transformateur de la culture dans nos sociétés, plus encore dans le contexte de reprise suite à la COVID-19, qui a remanié les priorités politiques. Les inégalités préexistantes, ayant été exacerbées par la crise actuelle, tant entre les pays qu'au sein des sociétés, tirer parti de la culture pour favoriser l'inclusion sociale et le bien-être constituera un effort majeur. Dans ce sens, les mesures prises en réponse à la crise – notamment les efforts visant à élargir l'accès à la culture ou à améliorer le bien-être psychologique par la pratique culturelle – témoignent d'une reconnaissance croissante du rôle de la culture en faveur du progrès social.





**Au fur et à mesure que le secteur culturel est invité à repenser en profondeur ses modèles économiques en vue de la relance économique, la promotion de la contribution de la culture à l'action climatique a clairement pris de l'essor dans l'optique de mieux reconstruire et plus écologiquement.** Cet élan croissant émanant du secteur lui-même devrait être résolument soutenu par les politiques publiques, notamment par des incitations financières et des cadres juridiques. L'adaptation à la transformation numérique, qui s'est considérablement accélérée depuis les débuts de la pandémie, sera un élément majeur de la culture et des politiques publiques dans les années à venir et un levier pour soutenir la diversification du secteur. Il sera essentiel de permettre un accès plus équitable à la culture en ligne par des investissements dans les infrastructures et le renforcement des capacités, ainsi que de réglementer davantage le domaine numérique afin de garantir une rémunération équitable des professionnels de la culture et de mieux protéger la diversité culturelle et linguistique. Les investissements publics liés à la reprise post-COVID-19 offrent la possibilité d'accélérer ce changement primordial.

**La pandémie pourrait également accélérer l'évolution du paysage des politiques culturelles vers des modèles de gouvernance à plusieurs niveaux,** une tendance qui s'est dessinée au cours des deux dernières décennies. **La montée en puissance des gouvernements locaux,** en particulier, a été accélérée par la crise, les villes et les régions étant en première ligne pour répondre aux besoins du secteur culturel, tout en étant tenues de faire preuve d'innovation en matière de modèles économiques pour faire face à de sévères réductions des transferts de l'État. Pareillement, **le rôle de la société civile** dans l'élaboration des politiques s'est clairement traduit par l'engagement actif des organisations professionnelles dans la réalisation d'évaluations d'impact, la communication des besoins du secteur aux décideurs, l'esquisse de perspectives pour les politiques publiques ou l'innovation de mécanismes financiers pour soutenir les professionnels de la culture et les personnes impactés par la pandémie. Il s'agit d'un rôle qui devrait s'amplifier à l'avenir. Enfin, **l'engagement croissant des organisations régionales et sous-régionales** envers le secteur de la culture a été illustré par les nombreux débats ministériels, évaluations d'impact, collectes de données ou mécanismes d'assistance financière menés par des organisations régionales et sous-régionales dans le monde entier.





## À L'HORIZON

À l'avenir, les perspectives de relance devraient apporter un nouvel éclairage sur la fonction de la culture en tant que bien commun. Il s'agit d'un élément essentiel dans le discours actuel sur les politiques publiques dans différents domaines, où la culture a un rôle essentiel à jouer. Les sociétés ont été profondément secouées par la suspension des interactions culturelles et ont pris conscience de l'importance profonde de la culture suite à cette interruption brutale – la pandémie agit comme un mécanisme de réinitialisation. **À cette étape charnière, les politiques publiques devraient délibérément investir dans la valorisation de la diversité culturelle en tant que ressource positive et moteur de renouvellement et de transformation des sociétés.** Au-delà du secteur culturel proprement dit, la culture a le pouvoir de faire progresser d'autres objectifs de développement humain tels que l'éducation, la santé et le bien-être, tout en stimulant les compétences et les valeurs d'adaptation, de solidarité et d'empathie, qui seront indispensables pour reconstruire des sociétés meilleures.







Parc national du Kilimandjaro (République unie de Tanzanie)  
Sergey Pesterev/Unsplash

Des coûts humains, économiques et environnementaux importants pour l'Afrique menacent d'avoir des conséquences à moyen et à long termes sur le rétablissement de la région après la COVID-19. Pour la première fois en 25 ans, la croissance économique de l'Afrique a diminué, baissant de 2%. Malgré les rapports indiquant que la première vague de la COVID-19 a évolué relativement lentement en Afrique, en décembre, une deuxième vague d'infections a déclenché une augmentation d'environ 40% de cas supplémentaires dans la région. Les restrictions de déplacements, les mesures de fermeture et de distanciation physique ont exercé un impact sur les sites du patrimoine mondial et la continuité des pratiques du patrimoine vivant. Pendant les fermetures de sites du patrimoine, les épisodes de braconnage et de pillage ont également augmenté. Parallèlement, les travailleurs du secteur informel, les femmes et les jeunes ont souffert de manière considérable de la réduction des opportunités et de l'inégalité d'accès à des dispositifs de soutien social.

Dans toute l'Afrique, la mobilisation et la sensibilisation des communautés, ainsi que les campagnes de diffusion d'informations menées au niveau local, ont été fréquentes et efficaces, et beaucoup d'entre elles ont mobilisé des artistes. En s'appuyant sur l'expérience de la propagation du virus 'Ébola en 2014, notamment en Guinée, en Sierra Leone et au Libéria, les systèmes de santé locaux ont communiqué des stratégies efficaces de réponse aux populations locales. Au Ghana par exemple, les pays de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ont fédéré leurs forces afin de lancer une campagne de santé dans les médias locaux utilisant la musique et mobilisant des artistes ghanéens en partenariat avec la Commission nationale de la culture (NCC), le Syndicat des musiciens du Ghana (MUSIGA) et le Conseil des arts créatifs. En 2020, 22% des débats Resiliart de l'UNESCO se sont tenus en Afrique, une initiative qui a permis de rallier le soutien des artistes pendant et au-delà de la crise. Le Zimbabwe a organisé à lui seul six débats Resiliart avec la collaboration de son Conseil national des arts, ce qui a donné lieu à un important plaidoyer de la part des artistes afin d'établir un fonds de relance suite à la COVID-19. Deux de ces débats ont notamment été retransmis par Radio Mozambique, démontrant l'importance de l'adaptation aux contextes et aux besoins locaux. Malgré le manque de ressources des services publics d'aide sociale dans de nombreux pays africains, plusieurs pratiques innovantes relèvent de stratégies de prévention et d'atténuation adaptées aux réalités locales.





La question de l'exploitation des technologies numériques a été mise en avant comme un domaine important à développer dans le processus de relance post-COVID-19 et pour la transformation socio-économique. Pendant la première année de pandémie, l'étendue des inégalités en matière d'accès aux technologies numériques dans la région est devenue une évidence, soulignant les failles et les besoins préexistants en matière d'infrastructures. Par exemple, alors que certains musées et institutions culturelles ont pu explorer des options en ligne afin de poursuivre leurs activités et d'assurer un accès à la culture en direction des publics, seulement 5% des musées africains ont été en mesure de produire des contenus en ligne. Malgré ces difficultés, la jeunesse africaine a contribué à repousser les limites de l'Internet et des espaces numériques. De toutes les régions, c'est en Afrique que l'on trouve le plus grand nombre de jeunes, qui, selon les estimations des Nations Unies, augmenteront de 89 % d'ici 2050. La région dispose d'une énergie entrepreneuriale, avec une importante main d'œuvre des secteurs culturels et créatifs exerçant dans l'économie informelle. La population des jeunes en Afrique est reconnue comme un puissant accélérateur de la croissance économique et de l'innovation ainsi qu'un élément clé pour le redressement de la région après la pandémie. Dans la même veine, cette démographie a également mis en lumière certaines potentialités économiques et des défis sur le plan social pour les stratégies de relance sur le long-terme, notamment des implications pour la paix et la sécurité. Soutenir la contribution de la culture à la cohésion sociale et à la construction de la paix reste donc une priorité forte dans le travail de l'UNESCO dans la région.

L'Année des arts, de la culture et du patrimoine de l'Union africaine (2021) a débuté pendant la pandémie. Comme l'UA l'a souligné, la crise représente une opportunité de réévaluer le rôle de la culture dans les priorités socio-économiques africaines à travers l'égalité, l'inclusion, la cohésion sociale et la Renaissance africaine. Le mois dernier, la feuille de route pour l'Année des arts, de la culture et du patrimoine a été lancée lors du 2ème forum virtuel des ministres responsables des Arts, de la Culture et du Patrimoine. Les États membres ont réitéré leur engagement à lutter contre l'impact de la pandémie à travers des méthodes innovantes et des politiques culturelles et patrimoniales qui soutiennent les professionnels du secteur de la culture dans leurs productions de biens et services. Dans le cadre de l'élaboration d'une stratégie de relance pour l'Afrique, les États membres ont encouragé les gouvernements à consacrer 1 % de leur budget national à la culture. La culture a été mise en avant en tant que levier de la croissance économique, un rôle qui se révèle encore plus important dans le contexte de la sortie de crise.







Damian Patkowski/Unsplash



## INITIATIVES DANS LA RÉGION

L'UNESCO a lancé une campagne numérique intitulée « Voix des femmes résilientes » (Voices of Resilient Women) en août 2020 dans le but de promouvoir l'égalité des sexes dans le secteur culturel ouest-africain pendant la pandémie. La campagne rend visibles les voix uniques et les contributions dynamiques de dix femmes artistes d'Afrique de l'Ouest.



Paul Hakimata Photography/Shutterstock\*



cortes22/Getty Images de Canva.com\*

En juin 2020, les Seychelles ont été le premier pays en Afrique de l'Est à rouvrir ses musées pendant la pandémie, avec des mesures d'hygiène et de distanciation physique. Les agents de billetterie des musées travaillaient derrière des protections en plexiglas, des informations sur l'hygiène des mains étaient fournies, la distance physique était réglementée dans les espaces du musée, et les visiteurs étaient soumis à des contrôles de température à l'entrée.

Un concours d'illustrations organisé par l'UNESCO en direction des jeunes créateurs a abouti à 125 candidatures provenant de neuf pays d'Afrique australe, qui ont mis en lumière l'impact de la COVID-19 et d'autres questions, telles que la violence à caractère sexiste.



Lindiwi/Shutterstock\*



## ÉTATS ARABES



Vera Davidova/Unsplash

La pandémie a exacerbé la gravité des défis rencontrés par les États arabes, laissant de nombreux pays vulnérables aux effets secondaires de la crise et impactant le secteur culturel, notamment les problématiques liées à la liberté d'expression. Avant la pandémie, 41% des pays de la région étaient déjà dans des situations fragiles ou affectées par les conflits. Plusieurs pays ont souffert de conflits prolongés et doivent faire face à d'importants déplacements forcés, à l'insécurité alimentaire, à la faiblesse du secteur de la santé et au déclin économique. Dans le cas du Liban, le double impact de la COVID-19 et de l'explosion de Beyrouth le 4 août 2020 a aggravé les défis politiques et économiques existants pour le pays. Dans le cadre des efforts de réponse pour la relance des secteurs de la culture et de l'éducation suite à l'explosion, l'UNESCO a créé l'appel international de collecte de fonds, Li Beirut (Pour Beyrouth en arabe). À la suite de cet appel, l'ONG libanaise Peace of Art a lancé le projet « Nous nous relèveront grâce à l'art » (We Rise Through Art), dirigé par des jeunes, qui a permis d'organiser des ateliers d'art pour apporter un soutien psychosocial aux enfants.



Cette crise a entraîné une forte baisse de l'emploi. Alors que des taux importants de chômage ont affecté toutes les régions, l'impact dans la région des États arabes a été particulièrement important. Sur les 25 dernières années, le taux de chômage des jeunes dans les États arabes était le plus élevé au monde. Au cours de l'année écoulée, les gouvernements de la région se sont particulièrement attachés à stimuler l'emploi et le travail décent dans le domaine de la culture, notamment pour les jeunes. Le projet UNESCO/Union européenne « Rémunération contre travail : Améliorer les moyens de subsistance de la jeunesse urbaine au Yémen » (Cash for Work : Improving livelihood opportunities of urban youth in Yemen) emploie aujourd'hui plus de 1 300 jeunes qualifiés et non qualifiés de moins de 35 ans dans des activités de réhabilitation urbaine contre rémunération en espèces. En stimulant les opportunités d'emploi pour les jeunes, le programme vise à renforcer la confiance et à combattre la désespérance et la désillusion chez les jeunes en situation de crise.





La pandémie n'a pas uniquement mis en lumière la valeur de la sauvegarde du patrimoine culturel pour des communautés, mais aussi l'importance d'emplois décents comme un moyen de favoriser une consolidation de la paix dans l'ensemble de la région. Suite à un concours international d'architecture lancé par l'UNESCO dans le cadre de l'initiative « Faire revivre l'esprit de Mossoul », huit architectes égyptiens ont été sélectionnés pour reconstruire la mosquée Al-Nouri dans la ville de Mossoul, en Iraq. Par ailleurs, le mois dernier, l'UNESCO et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) ont lancé un projet financé par l'UE « Régénérer les centres historiques de Mossoul et de Bassorah » (Reviving Mosul and Basra Old Cities), qui étendra ce travail et financera 120 petites et moyennes entreprises (PME) afin de soutenir les opportunités d'emploi pour la restauration du patrimoine culturel urbain dans ces deux villes. Le développement de synergies plus fortes entre la culture et l'éducation a été souligné afin de permettre aux apprenants de développer de nouvelles capacités pour s'adapter au marché du travail au-delà de la crise.

## Le taux de chômage des jeunes dans les États arabes est le plus élevé au monde

(La Banque mondiale)

La coopération régionale a été renforcée à travers des efforts collectifs et des alliances pour lutter contre la pandémie. Comme l'a rapporté le « Tracker Culture et politiques publiques » en juin dernier, les ministres présents à la 21e Conférence des ministres arabes de la Culture convoquée en mai 2020 par l'Organisation arabe pour l'éducation, la culture et la science (ALECSO) ont souligné à quel point la pandémie a eu un impact sur la vie culturelle dans la région et a mis un frein à la sauvegarde de la culture arabe. Les ministres ont souligné l'importance d'amplifier la numérisation des contenus culturels et des initiatives pour soutenir les artistes et les institutions culturelles affectées par la pandémie. L'ALECSO a également appelé les pays arabes à « accélérer la réalisation du projet de transformation numérique, à utiliser l'intelligence artificielle et les technologies de pointe pour produire des contenus culturels, à soutenir les industries culturelles et créatives et à développer le partage des ressources culturelles en ligne ». L'Organisation islamique mondiale pour l'éducation, les sciences et la culture (ICESCO) s'est également engagée à soutenir le secteur culturel de la région. En septembre dernier, l'ICESCO a dédié 1 million de dollars des États-Unis à la restauration des collections de 30 musées du monde islamique qui ont été affectés par les crises. L'Organisation a également créé le Réseau des musées d'art islamique (Network of Islamic Art Museums) et lancé une initiative afin de rendre les musées plus inclusifs, notamment en adaptant les installations et les infrastructures aux personnes en situation de handicap.

Azhar J/Unsplash

Baisse de

5%

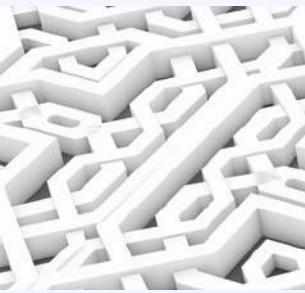
de la croissance économique dans les États arabes

(La Banque mondiale)

41%

des pays des États arabes étaient affectés par les conflits lorsque la COVID-19 a éclaté

(La Banque mondiale)



Les femmes entrepreneures des États arabes ont connu des difficultés en raison d'un accès limité aux formations et aux réseaux, à une législation et des services bancaires complexes.

(Womenpreneur Initiative)

Geerati/Getty Images from Canva.com\*



## INITIATIVES DANS LA RÉGION

Le **Fonds arabe pour les arts et la culture** (AFAC) a distribué 177 subventions uniques de 3 000 dollars des États-Unis à des bénéficiaires travaillant dans les secteurs de la musique, des arts visuels, du cinéma, des arts du spectacle, de la photographie et de la littérature. La bourse de soutien aux artistes a été créée avec le soutien de la Fondation Ford, de l'Open Society Foundations et de Spotify dans le cadre du programme « Spotify COVID-19 : Aide au secteur de la musique » (Spotify COVID-19 Music Relief).



Fey Marin/Unsplash



Jasmine Creation/Shutterstock\*

L'atténuation de la COVID-19 et les stratégies de redressement de l'industrie du film ont été au cœur des discussions d'une réunion de coordination menée par l'ALECSO au sein de l'industrie du film en décembre dernier. Les participants ont mis en avant **les moyens d'exploiter les plateformes numériques pour diffuser du contenu culturel et artistique, ainsi que pour mieux protéger les droits des artistes et des créateurs**. L'un des principaux résultats a été la création d'un groupe de travail chargé d'élaborer une feuille de route pour soutenir le secteur cinématographique dans les États arabes.

L'ICESCO a mis en place une stratégie afin de renforcer les capacités d'innovation dans le monde islamique.

Cette stratégie s'est axée sur la création de bourses de recherche, d'un prix de l'innovation, de programmes de technologies vertes et de pôles d'innovation dans les États membres de l'ICESCO.



LightField Studios/Shutterstock\*





Mahmur Marganti/Unsplash

L'Asie et le Pacifique ont été affectés dès les premiers temps de la COVID-19. La plupart des pays de la région ont réagi en fermant rapidement les frontières, en limitant les déplacements, en fermant les institutions, lieux et sites, et en interrompant les activités culturelles. Un grand nombre de pays de la région avaient déjà mis en place des restrictions avant que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ne déclare la propagation d'une pandémie à l'échelle globale en mars dernier.

Après un an de pandémie, les mesures prises pour contenir la COVID-19 ont entraîné d'importants coûts sociaux, économiques et environnementaux dans la région, notamment dans les pays fortement dépendants du commerce et du tourisme. Les entreprises de petite taille et les professionnels du secteur culturel ont été durement touchés par le bilan économique de la pandémie, en particulier ceux du marché du travail informel. Les industries culturelles et créatives diverses et florissantes de la région – de l'innovation de pointe et des industries culturelles à rayonnement international aux sous-secteurs plus informels, comme l'artisanat – ont été frappées de plein fouet. La pratique et la transmission continues du patrimoine culturel immatériel – qui est une priorité de longue date pour les politiques culturelles de la région – ont également été menacées. Plusieurs festivals, rituels et cérémonies ont été annulés, de célébrations bouddhistes du Vesak en Asie du Sud-Est, aux célébrations annuelles du Norouz en mars, célébrées par plus de 300 millions de personnes dans certaines régions d'Asie, dans les États arabes et en Europe. En juin dernier, la Banque asiatique de développement a averti sur l'augmentation de la criminalité environnementale en raison de l'absence de surveillance des zones protégées, et sous la pression croissante exercée sur les zones rurales par les changements d'affectation des sols, la perte de biodiversité et le braconnage illégal.





L'arrivée de touristes internationaux a fortement baissé au fur et à mesure que les frontières ont été fermées et que des restrictions de voyage ont été introduites. Selon l'Organisation mondiale du tourisme des Nations Unies (OMT), la région Asie-Pacifique a subi la plus forte baisse du tourisme de toutes les régions du monde. Cette situation contraste avec le contexte pré-pandémie, dans lequel le tourisme était l'un des secteurs à la croissance la plus rapide en Asie. Le tourisme culturel figurait dans les priorités des plans de développement régionaux et nationaux pour son potentiel de croissance, notamment pour les petits pays dont les exportations sont limitées. La pandémie a entraîné des pertes d'emplois et a fait disparaître de nombreuses PME qui dépendent du tourisme culturel et de ses industries connexes. Les États insulaires du Pacifique, dont l'économie est fortement tributaire du tourisme, ont vu leur PIB diminuer lorsque le tourisme a chuté de 99%. D'autres pays insulaires de la région, comme les Îles Maldives, dont l'industrie du tourisme représente directement un quart du PIB, ont également été particulièrement vulnérables aux chocs extérieurs. Au premier trimestre 2020, l'économie des Maldives s'est contractée de 5% et au deuxième trimestre de 52% - un déclin principalement dû à l'effondrement du tourisme.

Le redémarrage du tourisme culturel a été souligné comme une priorité pour les gouvernements dans la Réunion en ligne des Ministres de la Culture qui a eu lieu en avril dernier. Des pays de la région Asie-Pacifique n'ont pas tardé à mettre en place des stratégies visant à stimuler le tourisme intérieur alors que les mesures de confinement s'allégeaient. En mai dernier, la Banque asiatique de développement a publié une évaluation de l'impact économique de la pandémie et a recommandé que « pour de nombreuses destinations, encourager le tourisme intérieur [soit] une priorité ».

## Les jeunes femmes passent trois fois plus de temps sur les soins non rémunérés et le travail domestique que les jeunes hommes.

(OIT, sur la base de 39 pays de la région)



Les Philippines ont lancé une campagne de tourisme intérieur d'un montant de 421 millions de PHP (8,7 millions de dollars des États-Unis) ; le tourisme intérieur au Vietnam a augmenté avec la levée des mesures de confinement nationales en mai ; la Thaïlande a investi 700 millions de dollars des États-Unis pour relancer son tourisme intérieur ; et en octobre, le nombre de touristes domestiques en Chine avait atteint 80% du total de l'année précédente. Les pays de la région Asie-Pacifique ont également démontré la façon dont le tourisme culturel peut se mettre au service de la diplomatie culturelle en tant que forme de « soft power » afin d'instaurer le dialogue entre les peuples et de renforcer la coopération régionale. Après une année de fermeture des frontières, des « bulles de voyage » à sens unique et à double sens, des dispositions relatives aux couloirs de voyage et un système de voies vertes réciproques sont en cours d'expérimentation pour permettre des déplacements certifiés entre des différents pays de la région, ce qui contribuera à relancer le tourisme culturel dans la région.

L'accélération de la transformation numérique fait partie intégrante du Cadre global de redressement de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), et les réunions de l'ANASE tout au long de la pandémie ont permis d'explorer les voies possibles pour relancer les secteurs culturels et créatifs à l'aide des nouvelles technologies. Les ministres de l'ANASE chargés de la culture et des arts, ainsi que leurs homologues de la Chine, du Japon et de la République de Corée, se sont réunis fin octobre pour discuter de « l'impact de la COVID-19 et [des] voies à suivre pour le secteur de la culture et des arts ». La réunion s'est axée sur les nouvelles initiatives dans le domaine de la culture pendant et après la pandémie.





**D'ici à 2100, il est estimé que 48 îles du Pacifique auront disparu en raison de l'élévation du niveau de la mer.**

(Climate Vulnerable Forum)



Au sortir de la pandémie, la région montre des signes de perspectives durables dans ses stratégies de relance. La déclaration de Phnom Penh sur un tourisme de l'ANASE plus durable, inclusif et résilient, adoptée par les ministres du tourisme de l'ANASE en février 2021, appelle à « une plus grande croissance socio-économique tout en sauvegardant les diverses cultures et la riche diversité de la région ». Les Petits États insulaires en développement (PEID) du Pacifique se sont également engagés à promouvoir la sensibilisation au climat et à tirer parti de l'occasion offerte par la COVID-19 pour construire « Un Pacifique plus bleu ». Le mois dernier, plus de 50 participants dont 13 PIED du Pacifique ont pris part au premier programme de formation sur l'adaptation au changement climatique et la réduction des risques de catastrophe, dans le cadre d'une nouvelle plateforme d'apprentissage en ligne dirigée par le Centre du changement climatique du Pacifique (CCCP). La prise en compte des considérations environnementales dans les stratégies de relance du tourisme dans le Pacifique a également été soulignée. De récentes initiatives pilotes sur l'évaluation de la valeur et de la contribution des océans au bien-être ont été menées en Thaïlande, en Malaisie, en Chine, à Samoa et au Vietnam. Ces initiatives alimenteront le nouveau Cadre du Système de comptabilité environnementale et économique - Comptabilité des écosystèmes (SEEA) lancé le mois dernier par la Commission de statistique des Nations Unies. Le SEEA vise à intégrer le capital naturel dans les rapports économiques et à mesurer la manière dont l'environnement naturel contribue au bien-être et au progrès social. D'un point de vue politique, cette initiative contribue à l'élaboration de stratégies de relance durables et résilientes, capables d'équilibrer les retombées économiques et les dommages causés à l'environnement.

## JANVIER

Baisse de  
**84%** **20**  
sur l'arrivée de touristes  
internationaux **20**

## JANVIER

**20** Baisse de  
**21** **96%**  
sur l'arrivée de touristes  
internationaux

(OMT)



## INITIATIVES DANS LA RÉGION



L'UNESCO s'est étroitement engagée avec la Communauté du Pacifique (CPS) pour soutenir les politiques et l'évaluation de l'impact de la COVID-19.

La musique a été le point de ralliement d'un échange de cultures et d'une solidarité mutuelle renforcée lors du festival ROUND 2020 qui s'est tenu en décembre dernier, organisé par l'ANASE et la République de Corée.

Les États membres de l'ANASE ont adopté en novembre dernier la Déclaration de l'ASEAN sur le tourisme numérique, qui souligne la contribution du tourisme aux échanges culturels régionaux, ainsi que le rôle de la technologie et de l'innovation dans le développement du tourisme durable dans le contexte de relance suite à la COVID-19.

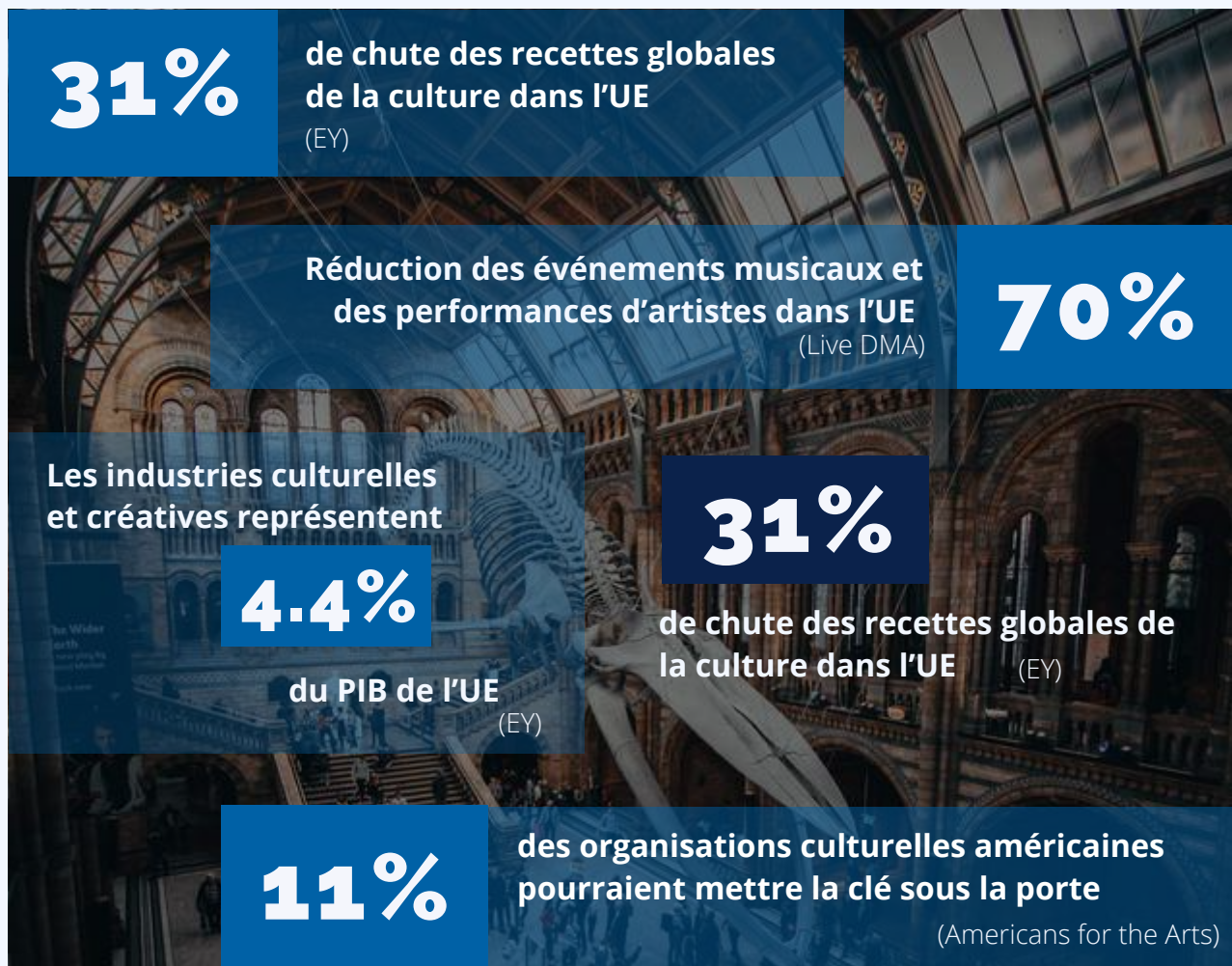


Alliance Images/Shutterstock\*

L'Europe et l'Amérique du Nord continuent d'être fortement touchées par les première, seconde et troisième vagues de la pandémie, ses variantes et les restrictions et incertitudes qui les accompagnent. L'Europe a été l'une des premières régions à être touchée par la pandémie, ce qui a conduit certains pays à fermer rapidement les institutions culturelles, les lieux de spectacle, les sites du patrimoine et les événements. La plupart des États membres européens ont été en mesure de mettre rapidement en place des mécanismes de soutien gouvernementaux d'urgence – certains pour le chômage, d'autres spécifiquement pour le secteur culturel. Dans la plupart des pays européens, les institutions artistiques et culturelles dépendent largement du soutien public plutôt que des contributions privées, alors qu'aux États-Unis, par exemple, le soutien au secteur culturel comprend des dons, des parrainages d'entreprises, des subventions de fondations, du mécénat et des dons philanthropiques. Par conséquent, lorsque la crise a frappé, de nombreuses institutions aux États-Unis n'étaient pas en mesure d'évaluer réalistement la durée de soutien possible à leurs activités. En mars 2020, l'Alliance américaine des musées prévoyait une baisse des contributions caritatives, les donateurs pouvant être amenés à réévaluer leur capacité de dons en raison de la volatilité économique. Tous les États aux États-Unis ayant établi leurs propres restrictions et protocoles de sécurité, les institutions culturelles ont adhéré à des réglementations différentes.

Tout au long de l'année 2020, l'Europe a subi une baisse globale de 31% des recettes provenant de la culture. Les villes européennes ont connu une forte baisse du tourisme international pendant toute l'année, en particulier de juin à septembre. Comme les grands musées peuvent être étroitement liés au tourisme culturel des villes, lorsque le tourisme a été suspendu, une grande partie des flux de revenus des musées a également été interrompue. En réaction à cet arrêt, la plupart (70%) des musées de l'UE ont renforcé leur présence en ligne. En Europe, comme dans d'autres régions, les sous-secteurs des arts du spectacle et du spectacle vivant ont été fortement impactés par la pandémie. Les salles de spectacle étant fermées dans la plupart des pays européens, il a été possible de constater une chute vertigineuse de 90% de l'activité dans l'UE pour le théâtre et les arts de la scène et de 76% pour la musique. Alors que la majorité des pays européens disposent de solides structures d'aide sociale pour le secteur culturel, l'impact de la COVID-19 n'a pas laissé le paysage culturel indemne. De plus, la pandémie a mis en lumière les faiblesses des cadres et systèmes structurels, qui pourront être abordées par les stratégies futures.





Joshua Rawson-Harris/Unsplash

Les industries culturelles et créatives (ICC) représentent 4.4% du PIB de l'UE et les restrictions de la COVID-19 ont généré des défis importants pour le développement de la région. Cette reconnaissance de l'importance des ICC pour le développement économique et la cohésion sociale en Europe, est la raison pour laquelle le Parlement européen a voté en faveur d'une résolution sur la « Relance culturelle de l'Europe » en septembre dernier. Cette résolution souligne le lien entre la relance post-pandémie et la revitalisation de la politique culturelle européenne avec d'autres priorités, notamment le changement climatique et les technologies numériques. En outre, cette résolution appelle la Commission européenne (CE) et les États membres à affecter 2% du mécanisme de relance et de résilience aux secteurs culturels et ses industries créatives. À la suite d'une réunion virtuelle des ministres de la culture de l'UE en avril 2020, la Commission européenne a lancé « Créateurs unis » (Creatives Unite), une plateforme en ligne permettant de partager des informations sur les secteurs culturels et créatifs pendant la crise.

Malgré les pertes massives subies par le secteur créatif, il existe certains signes de reprise. Par exemple, en avril 2021, 37% des États membres de l'UE ont rouvert leurs musées au public. Statistique Canada a également rapporté une augmentation de 11% d'emplois dans les secteurs canadiens des arts, du divertissement et des loisirs entre février et mars 2021, ce qui démontre une tendance à la hausse de la croissance de l'emploi pour le deuxième mois consécutif.



# PERSPECTIVES RÉGIONALES | EUROPE ET AMÉRIQUE DU NORD

## État de la réouverture des musées dans les pays de l'EU

Fermés  
37%

Ouverts  
37%

Ouverts partiellement  
26%

Source : NEMO (avril 2021)

Dannie Jing/Unsplash



## INITIATIVES DANS LA RÉGION

La Commission européenne et le Fonds européen d'investissement (FEI) ont mis en place de nouvelles mesures en juillet dernier pour renforcer l'accès au financement des entreprises culturelles et créatives pendant la pandémie. Ces mesures s'inscrivent dans le cadre du mécanisme global de garantie des secteurs culturels et créatifs, qui fournit 251 millions d'euros (292,5 millions de dollars des États-Unis) aux PME et aux petites entreprises publiques.



Jade Scarlato/Unsplash



Irina Komaritskaya/Shutterstock\*

Cofondée par le programme de l'UE Europe Créative, **DigiTraining** a offert aux PME et aux institutions patrimoniales des compétences numériques et de gestion pour accélérer leur participation à la transformation numérique.

Anonymous Was A Woman (AWAW) s'est associé à la New York Fondation for the Arts (NYFA) pour mettre en place un programme de subventions d'urgence destiné à soutenir les femmes artistes touchées par la crise liée à la COVID-19. Le fonds offre des subventions de 2 500 dollars des États-Unis pour soutenir les femmes artistes âgées de 40 ans et plus qui ont été dépourvues de revenus ou d'opportunités en raison de la pandémie.



RossHelen/Shutterstock\*





SL-Photography/Shutterstock

Face à la pandémie, la région de l'Amérique latine et des Caraïbes a dû relever des défis sur plusieurs fronts. La COVID-19 a révélé des lacunes structurelles et des vulnérabilités dans la région, et a aggravé les inégalités, l'exclusion et l'insécurité préexistantes. Lorsque la pandémie a frappé, ces problématiques ont été aggravées par des facteurs de risque supplémentaires, tels que la surpopulation, le manque d'accès aux services de base et les niveaux élevés de travail informel. Les défis de l'exclusion et des inégalités ont été soulignés comme des questions clés pour la région lors du 53<sup>ème</sup> débat Resiliart de l'UNESCO, qui a eu lieu en Amérique latine et dans les Caraïbes l'année dernière. Certains groupes – les artistes d'ascendance africaine, les créateurs amérindiens, les femmes et les jeunes – ont été particulièrement vulnérables aux chocs de la pandémie. Dans cinq pays qui comptent 80% des populations amérindiennes de la région (Chili, Colombie, Guatemala, Mexique et Pérou), plus de huit millions d'indiens de l'Amérique du Sud n'ont pas d'accès à l'eau potable à domicile, ce qui a rendu difficile la mise en place des mesures d'hygiène. Comme on peut le constater dans toutes les régions, les signalements de violence sexiste et les appels aux lignes d'assistance téléphonique pour les violences domestiques ont augmenté pendant les périodes de confinement. L'impact de la pandémie sur les industries liées au tourisme a été notamment ressenti dans les Caraïbes, où le tourisme emploie quelque 2,4 millions de personnes et représente 15,5 du PIB.

En dépit de ces difficultés, la région a mis en place de nombreuses et solides mesures d'intervention pour lutter contre l'impact de la pandémie et assurer la continuité de la vie culturelle. Les gouvernements de la Colombie, du Guatemala et du Pérou ont préparé des documents relatifs à la santé dans diverses langues autochtones et adaptés aux contextes culturels. Très tôt après le début de la pandémie, les ministères de la culture de la région ont commencé à s'engager dans des processus d'évaluation de l'impact – parfois en partenariat avec des organisations régionales et des organisations de la société civile, et en s'appuyant sur des systèmes de données régionales existants. Le ministère de la Culture du Panama, par exemple, a mené une enquête sur les industries culturelles et créatives du pays afin d'établir des données de référence. Dans d'autres pays, comme le Brésil, des chercheurs et des institutions partenaires se sont associés à des organisations de la société civile pour évaluer les impacts de la COVID-19 sur les chaînes de valeur des secteurs culturel et créatif.



# PERSPECTIVES RÉGIONALES | AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

Une enquête régionale sur l'impact de la COVID-19 sur les industries culturelles et créatives a été lancée l'année dernière par le MERCOSUR, l'UNESCO, la Banque interaméricaine de développement (BID), le Secrétariat général ibéro-américain (SEGIB) et l'Organisation des États ibéro-américains (OEI). Les résultats ont montré que dix pays (Argentine, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Équateur, Mexique, Paraguay, Pérou et Uruguay) ont mis en œuvre un total de 223 politiques publiques pour atténuer l'impact de la pandémie de la COVID-19 sur les professionnels de la culture et sur les industries culturelles et créatives. Pareillement, les résultats ont donné un aperçu des employeurs les plus touchés dans le secteur culturel et des mesures de politique publique les plus essentielles pour les entreprises opérant dans la culture. L'UNESCO a également soutenu l'enquête « Impacts de la pandémie de la COVID-19 dans les secteurs culturels et créatifs au Brésil », réalisée de juillet à septembre 2020, et soutenue par le Service social du commerce (SESC), l'Université de São Paulo (USP), le Forum national des secrétaires de l'État à la culture. Les résultats révèlent de fortes implications pour l'emploi. Entre mai et juillet, 44% des organisations ont licencié l'ensemble de leurs salariés et les contrats de service avec des tiers ont diminué de 49%. Une enquête gouvernementale menée au Costa Rica l'année dernière a estimé que 12% des professionnels du secteur artistique interrogés vivent dans un état de pauvreté ou d'extrême pauvreté, ce qui les rend particulièrement vulnérables aux effets de la pandémie. Ces tendances en matière d'emploi dans le secteur culturel font écho aux estimations de la Commission économique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes (CEPALC), qui estime qu'en 2020, la crise a ajouté 22 millions de personnes vivant dans la pauvreté et l'extrême pauvreté dans la région.

Le renforcement du lien entre la culture et l'éducation est devenu une priorité des politiques publiques dans toute la région. Dès le début de la pandémie, en mars 2020, huit pays membres du Système d'intégration centroaméricain (SICA) ont adopté un plan d'urgence approuvé par leurs gouvernements. L'UNESCO a collaboré avec la Coordination éducative et culturelle du SICA (CECC – SICA) afin d'inclure des directives spécifiques sur l'éducation et la culture dans ce plan. Dans le cadre de cet effort conjoint, une plateforme numérique « La culture en temps de COVID-19 » a également mis en lumière les actions gouvernementales visant à élargir l'accès aux contenus culturels pendant la crise. L'Organisation a également collaboré avec le CECC-SICA dans les recommandations pour une Stratégie de réponse collaborative pour la culture, dans le contexte de la pandémie de COVID-19, en vue de renforcer la capacité institutionnelle pour structurer le secteur et renforcer l'accès à la sécurité sociale.

Mike Lewis HeadSmart Media/Unsplash

Baisse de

**6.9%**

**de la croissance économique en ALC**

(La Banque mondiale)

**Le secteur du tourisme  
emploie environ**

**2.4**

**millions de personnes  
dans les Caraïbes**

(CEPAL)

**81%**

**de la population d'Amérique latine et des Caraïbes  
(ALC) est urbaine, ce qui en fait la région la plus  
urbanisée au monde**

(ECLAC)





# PERSPECTIVES RÉGIONALES | AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

**Il est estimé que l'inclusion des femmes sur le marché du travail a été retardée de 10 ans en Amérique latine.**  
(CEPALC)



Le 27ème Sommet ibéro-américain s'est tenu ce mois-ci à Andorre pour débattre des propositions économiques, sociales et environnementales pour le redressement de la région après la COVID-19. Les 18 chefs d'État et de gouvernement ou vice-présidents ont adopté la Déclaration d'Andorre, l'Engagement sur l'innovation pour le développement durable et le Programme d'action, ainsi que 16 communiqués spéciaux, qui appellent au renforcement du multilatéralisme ainsi qu'à des mesures sanitaires, économiques, sociales et environnementales pour soutenir la reprise après la crise de la COVID-19. Un large soutien a également été apporté à quatre nouvelles initiatives de coopération ibéro-américaine : « Chagas congénital », « Prévention et éradication de la violence de genre », « Langues autochtones », et « Citoyenneté mondiale pour le développement durable ».



## INITIATIVES DANS LA RÉGION

Le renforcement de la productivité et de la compétitivité entre les économies d'Amérique centrale et la **promotion de projets de coopération culturelle et éducative dans la région** étaient au cœur d'un accord-cadre de coopération signé par l'Organisation des États Ibéro-américains (OEI) et la Banque centraméricaine d'intégration économique (BCIE) en février.



Marcos Castillo/Shutterstock\*



Anton\_Ivanov/Shutterstock\*



L'initiative « MujerExportaMX » du gouvernement mexicain a **renforcé les compétences entrepreneuriales des femmes et leur accès aux financements et aux réseaux d'entreprises**, en les dotant d'outils pour leur développement et leur inclusion à d'autres marchés de la région et au-delà.

L'UNESCO, la CARICOM et l'Université des Antilles ont fédéré leurs forces pour **stimuler la croissance des économies créatives dans 14 pays des Caraïbes**. Le programme sous régional « Creative Caribbean : Un écosystème d'action pour la croissance et le développement » bénéficie d'un financement de 3 millions d'euros du Fonds européen de développement et sera déployé sur une période de 40 mois.



NikiSublime/flickr



## UNE ACTION CONJOINTE DES NATIONS UNIES À L'ÉCHELLE NATIONALE

# OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE



Tasha Art/Shutterstock\*

**La pandémie de COVID-19 a un impact dévastateur sur la mise en œuvre des 17 Objectifs de développement durable (ODD)**, en affectant de façon disproportionnée les groupes les plus vulnérables des sociétés et en entraînant un ralentissement des avancées voire un recul. Si la crise pénalise l'atteinte des ODD, elle offre des enseignements pour poser les bases d'un relèvement plus inclusif, durable et transformateur des suites de la COVID-19. La culture est une composante essentielle de ces stratégies.

En juin 2020, le Secrétariat Général des Nations Unies a lancé la « Riposte globale du système des Nations Unies face à la COVID-19 » pour une coopération à l'échelle des Nations Unies afin de « sauver des vies, protéger les sociétés et reconstruire de manière durable » pendant et après la pandémie. Cette politique s'appuie sur trois éléments de réponse principaux :

- **Le Plan stratégique de préparation et de réponse pour répondre aux besoins sanitaires immédiats**
- **Le Plan global de réponse humanitaire**
- **Le Cadre des Nations Unies pour la réponse socio-économique immédiate**

**S'appuyant sur son mandat, l'UNESCO contribue aux efforts de réponse des Nations Unies à la COVID-19**, notamment en apportant des réponses socio-économiques immédiates. La culture est fermement ancrée au cœur des 5 piliers du cadre :

- 1. Priorité à la santé : protéger les services et les systèmes de santé pendant la crise.**
- 2. Protéger les populations : protection sociale et services essentiels**
- 3. Réponse et reprise économiques : protection des emplois, des PME et des travailleurs et travailleuses du secteur informel.**
- 4. Mesures macro-économiques et collaboration multilatérale**
- 5. Cohésion sociale et résilience des populations**





## PLAN-CADRE DE COOPÉRATION DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE (UNSDCF) ET ANALYSE COMMUNE DE PAYS (CCA)

La plupart des pays sont engagés dans le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable (UNSDCF) et la préparation des Analyses communes de pays (CCA). Les CCA incluent désormais une analyse multidimensionnelle des risques qui met l'accent sur les obstacles auxquels sont confrontées les minorités ethniques et linguistiques dans certains pays comme par exemple, l'apprentissage dans la langue maternelle ou l'accès aux opportunités d'emploi. D'autres points d'entrée pour la culture incluent la cohésion sociale, l'urbanisation durable, le tourisme post-COVID et la transition numérique. Ces efforts ouvrent la voie à une plus grande appropriation nationale et à une collaboration inter-agences au niveau national, ainsi qu'à un cadre affiné et contextualisé pour mieux répondre aux priorités.

L'UNESCO est activement engagée dans le plaidoyer pour l'inclusion de la culture dans les plans de relèvement de la COVID-19. Placer les populations au centre de la réponse pour des résultats plus équitables et résilients est au cœur de cette approche. L'UNESCO est activement engagée dans le travail des équipes de pays des Nations Unies (UNCT) et les Programmes et mécanismes inter-agences des Nations Unies. Dans la région des États arabes, l'UNESCO contribue par exemple aux UNCT sous l'angle de la culture et de l'emploi des jeunes à travers les initiatives « Faire revivre l'esprit de Mossoul » et « Rémunération contre travail (Cash-For-Work) », et s'attèle à mieux faire connaître le travail de l'Organisation dans le domaine de la culture et du développement durable. Au **Yémen**, en particulier, la contribution de la culture se concentre sur la résilience économique, l'emploi décent et la protection des personnes, en écho aux priorités humanitaires encadrant toutes les activités de l'ONU au niveau national.



Projet Cash for Work, Yémen  
UNESCO



## ASSURER UNE ÉVALUATION EFFICACE DES IMPACTS

Pour être efficaces, les politiques publiques doivent reposer sur des systèmes de données robustes. À ce titre, il est nécessaire de conduire une analyse approfondie de l'impact de la pandémie sur la culture afin d'établir un état des lieux pour poser les bases d'un relèvement et garantir l'inclusion de la culture dans les stratégies de rétablissement. Dans la sous-région du Pacifique, l'UNESCO a contribué à une évaluation commune de l'impact socio-économique qui a fourni des données clés sur l'intégration de la culture dans les processus de relèvement des 15 PEID. L'évaluation a également fait remonter des données plus ciblées concernant l'importance de la transmission intergénérationnelle, des pratiques agricoles, des liens entre le patrimoine vivant et le Programme de développement durable à l'horizon 2030, et de l'impact des industries culturelles et créatives sur la cohésion sociale et la résilience des communautés au cours de la crise. L'UNESCO a également fourni des contributions sur l'impact de la COVID-19 sur la culture en **Albanie**, en **Bosnie-Herzégovine**, au **Monténégro** et en **Serbie** en lien avec le pilier 3 (réponse économique) et le pilier 5 (cohésion sociale) de la réponse de l'ONU à la COVID-19, sur la base de projets en cours et d'une évaluation de l'impact socio-économique de l'UNESCO réalisée dans ces pays.



## MOBILISER LA COOPÉRATION INTER-AGENCES

Accroître la coordination entre les entités des Nations Unies était l'une des priorités de l'Organisation avant la pandémie. Compte tenu de l'impact multidimensionnel de la pandémie, la COVID-19 n'a fait qu'accentuer la nécessité d'une expertise diversifiée et de réponses intégrées. Au cours de l'année écoulée, l'UNESCO a collaboré avec un certain nombre d'agences des Nations Unies sur des projets ciblés au niveau national. Par exemple, au **Cambodge**, l'UNESCO s'est associée aux autres agences des Nations Unies afin de développer des plans socio-économiques de réponse à la COVID-19, dans lesquels la culture occupe une place importante notamment à travers le tourisme, les ICC et l'EFTP pour l'artisanat. Un accord cadre a été signé entre la Communauté économique des états d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et l'UNESCO pour la mise en œuvre des Conventions culturelles de l'UNESCO et le développement des politiques culturelles dans les États membres de la CEDEAO, qui inclut également une réponse commune à la COVID-19. Au **Brésil**, l'UNESCO a travaillé sur un projet inter-agences visant à lutter contre la propagation de la COVID-19 au sein des populations autochtones de la région amazonienne. Par le biais de la radio, des réseaux sociaux et d'autres outils, elle diffuse des messages sanitaires en langues autochtones en tenant compte de leurs valeurs et de leur culture. Entre-temps, un projet conjoint des Nations unies sur la réponse à la COVID-19 dans le secteur informel, avec un accent particulier sur les industries créatives, a été approuvé par le Fonds d'affectation spéciale multipartenaires (MPTF) pour être mis en œuvre à **Fidji, Vanuatu, Palau et Tonga**.







## DERNIÈRES ACTUALITÉS



radoma/Shutterstock\*

### L'UNESCO CÉLÈBRE LA JOURNÉE INTERNATIONALE DU JAZZ

La célébration du 10ème anniversaire de la Journée internationale du jazz s'est tenue le 30 avril, et a été co-organisée par l'UNESCO et l'Institut de jazz Herbie Hancock. Commémorée dans le monde entier, la Journée met en lumière le pouvoir du jazz en tant que vecteur de liberté, de créativité, et un langage universel de paix. L'édition de cette année incluait une série de master classes en ligne avec des artistes de jazz mondialement reconnus, un événement sur les jazz women en Afrique (Jazz Women in Africa) et un concert de vedettes internationales (All Star Global Concert) organisés en ligne depuis des villes du monde entier, dont des Villes créatives de la musique de l'UNESCO.

**EN SAVOIR PLUS**



### L'ITALIE ORGANISE DES WEBINAIRES SUR LA CULTURE EN VUE DU G20

Dans le cadre de la présidence italienne du G20, l'UNESCO a participé à trois webinaires thématiques organisés du 9 au 13 avril 2021 afin de renforcer la contribution de la culture à la réunion des ministres de la culture du G20, qui aura lieu en juillet de cette année. Les webinaires ont réuni des ministres, des organisations internationales, des ONG, des réseaux culturels et des experts pour discuter de l'impact de la COVID-19 sur le secteur culturel, et de la manière dont la culture est en mesure de contribuer à la croissance économique et à des résultats durables plus larges.

**EN SAVOIR PLUS**



## PUBLICATIONS RÉCENTES



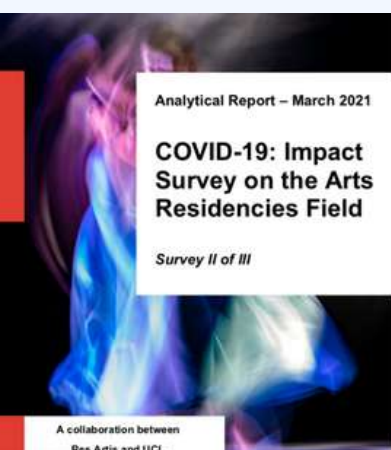
### LES MUSÉES DANS LE MONDE FACE À LA PANDÉMIE DE COVID-19

Dans cette publication, l'UNESCO fournit une évaluation provisoire de la situation des 104 000 musées en se basant sur les données d'une enquête en ligne réalisée en mars de cette année auprès de 87 États membres.

Rapport disponible en anglais et en français

**EN**

**FR**



### COVID-19 : ENQUÊTE DE L'IMPACT SUR LE DOMAINE DES RÉSIDENCES ARTISTIQUES

La seconde partie de la série des trois enquêtes, réalisées par Res Artis et University College London (UCL), examine les impacts à court, moyen et long terme de la COVID-19 sur le domaine des résidences artistiques internationales. La première enquête a été publiée en septembre 2020.

Rapport disponible en anglais

**EN**

Ce bulletin est produit par l'UNESCO en langues française et anglaise.

Nous comptons sur des partenaires pour soutenir sa production dans les autres langues officielles de l'UNESCO afin d'élargir le débat mondial sur la culture et les politiques publiques.

Une contribution, une idée ou une question ?

Écrivez à l'équipe des  
Politiques culturelles et du développement  
**Culture.Forum@unesco.org**

Suivez-nous sur les réseaux sociaux : **#PartagezlaCulture**  
[en.unesco.org/culture-development](https://en.unesco.org/culture-development)

Retrouvez tous les précédents numéros du Tracker à l'adresse :  
[en.unesco.org/culture-development/tracker](https://en.unesco.org/culture-development/tracker)

Publié en 2021 par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture  
7, place de Fontenoy, 75352 Paris 07 SP, France  
sous la licence CC-BY-SA 3.0 IGO



*La présence licence concerne exclusivement les textes.  
Les images marquées d'un astérisque (\*) ne sont pas couvertes par la licence CC-BY-SA et ne peuvent en aucune façon être reproduites sans l'autorisation expresse des détenteurs des droits de reproduction.  
Graphisme réalisé via [Canva.com](https://www.canva.com).  
Pour l'utilisation des éléments graphiques, merci de vous référer aux [Termes d'utilisation](#) de Canva.*